

LES SCIENCES SOCIALES EN GILET JAUNE

Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit

[Zakaria Bendali](#), [Aldo Rubert](#)

De Boeck Supérieur | « Politix »

2020/4 n° 132 | pages 177 à 215

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807393837

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politix-2020-4-page-177.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Lecture critique Les sciences sociales en gilet jaune

Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit

Zakaria BENDALI, Aldo RUBERT

Résumé – Cet article propose une recension thématique de la production scientifique sur le mouvement des Gilets jaunes parue depuis le déclenchement de cette mobilisation en novembre 2018. Il se donne pour but de faire la synthèse des principaux résultats qui émergent de la lecture des diverses analyses publiées principalement en sociologie et en science politique, avec quelques entrées vers l'histoire, la géographie, l'anthropologie et la théorie politique. Ce faisant, il entend dégager les caractéristiques saillantes du mouvement tel qu'il a interpellé le champ scientifique, les lignes de force interprétatives autant que les débats qui ont émergé autour de quelques « grandes questions ».

Mots clés – Gilets jaunes, mouvements sociaux, politisation, recension

Le mouvement des Gilets jaunes a interpellé ses observateurs à plus d'un titre. Parmi quelques-unes de ses originalités, on peut relever : sa durée exceptionnelle, sa dispersion territoriale, l'absence d'encadrement syndical ou partisan, sa capacité à mobiliser des profanes et le très haut degré de conflictualité qu'il a rapidement atteint en dépit d'un nombre relativement réduit (et probablement largement sous-estimé¹) de participants enregistrés. Cette relative faiblesse numérique a été compensée par un soutien à distance très important de l'opinion – à tel point que certains analystes ont parlé de mobilisation « par procuration² » –, mais aussi par l'amplitude du mouvement sur le plan de son recrutement social, par une certaine souplesse idéologique et par « l'efficacité symbolique spectaculaire³ » de ses modes d'action.

Compte tenu du caractère pléthorique de la production indigène sur le mouvement, nous avons choisi pour cette recension, qui s'arrête autour du deuxième anniversaire du mouvement, de ne traiter que les « écrits d'intellectuels sur le peuple⁴ ». Le caractère supposément inédit du mouvement a généré une effervescence collective parmi les chercheurs au point de parler d'« un petit champ scientifique⁵ » interdisciplinaire⁶. Cette littérature, contrainte par l'imédiateté de son objet⁷, a livré des interprétations à *chaud*, parfois divergentes, à propos de ce mouvement social « en train de se faire ». Nous avons choisi pour cette revue de littérature de ne conserver que les textes de chercheurs et de chercheuses en sciences sociales, le plus souvent publiés dans la presse mais aussi parfois dans des ouvrages (collectifs), des revues scientifiques, des blogs professionnels. Certaines contributions s'appuient sur des données qualitatives ou quantitatives, collectées en face-à-face ou à distance, à visée représentative ou non. D'autres proposent des interprétations théoriques du mouvement, souvent au prisme des recherches antérieures de leurs auteur-es, qui permettent de formuler des hypothèses et de fournir des explications par des raisonnements plus déductifs. Nous avons pris le parti de traiter ensemble ces deux types de contributions, afin de proposer un éventail large des significations données au mouvement par les sciences sociales.

1. Un peu moins de 300 000 personnes ont été comptabilisées comme participantes à l'acte 1. Pour une discussion de ce chiffre, voir Dormagen (J.-Y.), Pion (G.), « "Gilets jaunes", combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, 803 (2), 2021. Ils estiment à trois millions le nombre total de personnes ayant participé à une action initiée par le mouvement des gilets jaunes.

2. Rouban (L.), *La matière noire de la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, p. 8.

3. Jeanpierre (L.), « Gilets jaunes et relocalisations de la politique », *Mouvements*, 20 février 2020.

4. Sainsaulieu (I.), « Les Gilets jaunes, un peuple sans classes ? Lecture critique – Chronique bibliographique », *Revue française de science politique*, 70 (2), 2020, p. 271.

5. Par ailleurs démesurément masculin, ce à quoi nous contribuons malgré nous.

6. Ravelli (Q.), « La ruée vers l'or jaune : difficultés de l'engagement scientifique dans un mouvement social », *Sociologie*, 11 (3), 2020, p. 273.

7. Jatteau (A.), « Les Gilets jaunes et les sciences sociales », *Lectures*, 2019.

Corpus⁸

Discipline principale de l'auteur-e de la contribution		Mode de publication de la contribution		Type de matériau employé par la contribution		Genre de l'auteur-e de la contribution	
Sociologie	67	Contribution à un ouvrage collectif	30	Réflexion théorique	47	Masculin	79
Science politique	17	Revue scientifique	23	Ethnographie, observations, entretiens	33	Féminin	14
Histoire	9	Presse militante	15	Enquête par questionnaire	12	Mixte (plusieurs auteur-es)	19
Géographie	6	Presse généraliste	14	Statistiques publiques	8		
Anthropologie	5	Presse intellectuelle	13	Sondage représentatif	4		
Philosophie	2	Ouvrage individuel	8	Compte rendu de lectures	4		
Mixte (plusieurs auteur-es)	3	Rapport de recherche, <i>working paper</i>	4	Analyse discursive, corpus médiatique	4		
Économie	2	Communication scientifique	3				
Gestion	1	Rapport de sondage	2				
Total	112	Total	112	Total	112	Total	112

Notre objectif n'est pas de faire une sociologie de la production scientifique sur la mobilisation, ou des rapports entre le savant, le politique et le populaire qu'elle révèle, mais de travailler *avec* les sciences sociales qui se sont approchées du mouvement. L'examen de cette littérature nous amène à dégager à la fois des points de consensus et des clivages autour de trois questions cruciales : la sociographie des participant-es ; les conditions de l'émergence du mouvement ; ses effets sur la politisation des engagé-es. Les différentes réponses apportées à ces questions sont indissociablement liées aux outils employés pour les produire. Notre ambition est donc double. Il s'agit d'abord de faire la synthèse critique

8. Ce décompte a pour but de donner au lecteur une typologie (forcément discutable) des contributions abordées par cette synthèse. L'unité de compte est la contribution, et non pas l'ouvrage ou l'auteur-e. Certain-es auteur-es ayant publié dans plusieurs ouvrages collectifs distincts, ils et elles sont compté-es plusieurs fois dans ce tableau.

de la production scientifique sur le mouvement, en soulignant la variété des présupposés théoriques et des choix méthodologiques qui la sous-tendent. Mais cela implique également d'affronter les difficultés d'une entreprise visant à totaliser les savoirs sur un mouvement en cours, nécessairement partiels et dépendants de la diversité des contextes d'investigation.

Qui sont les Gilets jaunes ?

Les Gilets jaunes défient les schèmes de classement ordinaires des luttes sociales en France. Ils ont suscité des interprétations médiatiques⁹ qui qualifiaient le mouvement de « jacquerie » ou de fièvre « poujadiste » sur la foi de son ancrage rural, populaire et anti-élitaire. Trois principaux modes de description ont été proposés par la recherche pour décrire ce mouvement déconcertant : une approche géographique, une approche socio-économique et une approche électorale.

Une révolte de la « France périphérique » ?

Un premier trait saillant du mouvement tient à sa territorialisation très dispersée, et cela a sans doute produit davantage d'effets à long terme dans le rural et le péri-urbain que dans les grandes métropoles, qui ont pourtant été le théâtre de ses manifestations les plus spectaculaires.

Bien que la confrontation avec un pouvoir centralisé et distant corresponde à un répertoire d'action national-autonome bien connu¹⁰, il est important de remarquer l'originalité de l'action protestataire déployée dans l'espace local, par des blocages ou encore par l'usage des cahiers de doléances, qui pourrait laisser supposer une superposition de répertoires distincts ou au moins un « nouveau des répertoires d'action locaux¹¹ ». Une attention étroite doit être prêtée à ces formes d'action locales, parce que le contexte spatial immédiat apparaît bien souvent « comme un vecteur d'identification collective et de mobilisation » pour des groupes précaires ou démunis¹². Le mouvement des Gilets jaunes a d'ailleurs été comparé aux mouvements d'occupation de places, soit en identifiant leurs points communs¹³, soit au contraire, en relevant leurs différences¹⁴.

9. Kaciak (N.), in Collectif, *#Gilets jaunes : la politique au rond-point*, Ermont, Deux Plumes, 2019, p. 107.

10. Tilly (C.), *The Contentious French. Four Centuries of Popular Struggle*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1986.

11. Jeanpierre (L.), *In girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019.

12. Hmed (C.), « Espace géographique et mouvements sociaux », in Fillieule (O.), Mathieu (L.), Péchu (C.), dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux* (2^e éd.), Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 221.

13. Tarragoni (F.), « Chercher une définition sociologique de l'élite et du peuple dans les nouveaux mouvements sociaux revient à trahir le populisme qui leur est commun », *Mouvements*, 100 (4), 2019.

14. Shultziner (D.), Sholomon-Kornblit (I.), « French Yellow Vests (Gilets Jaunes): Similarities and Differences With Occupy Movements », *Sociological Forum*, 35 (2), 2020 ; Ravelli (Q.), « Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020.

Concrètement, cette réappropriation de l'espace prend la forme d'une distribution en multitude de grappes localisées, suffisamment réparties sur le territoire pour donner une envergure nationale au mouvement. Pierre Boyer *et al.* le constatent dans leur étude quantitative de 1548 groupes Facebook : 75 % se donnent une portée inférieure à l'échelon départemental, ce qui dénote un « lien étroit entre la coordination du mouvement via les groupes Facebook et les points d'action physiques¹⁵ ». L'usage de messageries sécurisées pour communiquer à petite échelle a également renforcé cette structure en petits groupes fondés sur l'interconnaissance et la loyauté¹⁶ autant que sur l'ancrage dans un territoire restreint.

Cette importance de la réappropriation de l'espace vécu pour les participants a conduit à réactiver certaines interprétations médiatisées, notamment celle du réveil de la « France périphérique¹⁷ ». Elles reposent sur l'hypothèse d'une France divisée entre *prolos* et *bobos*, entre citadins et ruraux, dans laquelle les classes moyennes habitant loin des métropoles seraient les perdantes d'un ordre politique qui subventionnerait démesurément les quartiers de banlieue dits prioritaires. Le démographe Hervé Le Bras¹⁸ a ainsi considéré que le mouvement atteignait une intensité plus forte le long de ladite « diagonale du vide », accréditant *a priori* cette hypothèse.

À nos yeux, cette approche propose une représentation binaire et homogénéisante de réalités sociales complexes. Benoît Coquard, qui a enquêté sur des bourgs ruraux du Grand Est avant et pendant l'éclatement du soulèvement jaune, montre les limites de cette opposition frontale entre villes et campagnes. Son enquête l'amène à considérer la périphérie comme « un mot fourre-tout pour désigner tous les endroits qui, vus de Paris ou des grandes métropoles régionales, sont perçus comme des coins paumés¹⁹ ». Il considère cette idée comme empreinte « d'une vision en surplomb, un brin exotisante, voire méprisante », sur les réalités rurales, partagée par des commentateurs pourtant opposés idéologiquement : il y a « soit un récit misérabiliste du style de vie des prétendus "beaufs racistes" qu'on retrouve plutôt à gauche, soit une ode à ladite "France oubliée", "périphérique", qui incarnerait d'une certaine manière le "vrai peuple" à défendre, qu'on retrouve plutôt à droite²⁰ ». En outre, la disparité des contextes ruraux est telle que les rassembler ainsi n'a pas de sens :

15. Boyer (P.) *et al.*, « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », *Revue économique*, 71(1), 2020, p. 121.

16. Devaux (J.-B.) *et al.*, « La banlieue jaune. Enquête sur les recompositions d'un mouvement », *La vie des idées*, 30 avril 2019.

17. Guilluy (C.), *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.

18. Le Bras (H.), in Fottorino (E.), dir., *Les Gilets Jaunes, et après ?* Paris, Philippe Rey, 2019.

19. Coquard (B.), *Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte, 2019, p. 7.

20. *Ibid.*, p. 10.

il existe des milieux ruraux attractifs et touristiques et d'autres, « en déclin », qui se dépeuplent et s'appauvrissent. Il ajoute : « Ne pas admettre cette division minimale, ce serait un peu comme réunir en une même catégorie Neuilly-sur-Seine et Aubervilliers au motif que ce sont deux villes de banlieue parisienne²¹. »

Si le caractère « périphérique » de la mobilisation des Gilets jaunes n'est donc pas un principe d'explication satisfaisant, son ancrage local invite à nuancer le constat de la démobilitation des populations rurales. Par ailleurs, si la mobilisation a été beaucoup moins forte dans les banlieues des grandes villes, elle n'en a pas été totalement absente²² même si elle y a suscité à la fois de la sympathie et de la réticence²³.

Des extrémistes de droite aux extrémistes de gauche ? Le marché des interprétations politiques

Bien que le mouvement des Gilets jaunes se soit constitué contre le champ politique institutionnel, certains travaux se sont penchés sur les préférences politiques et les choix électoraux antérieurs, qui informent sur les tendances préalables ayant cours parmi la population concernée. Le recueil des préférences politiques déclarées par les Gilets jaunes implique cependant des difficultés méthodologiques, liées à la grande hétérogénéité du mouvement. Celle-ci est double : des opinions contradictoires se côtoient, comme des rapports divergents au mouvement. Les premières suscitent parfois des dynamiques affinitaires, avec des villes où le rond-point « de gauche » et le rond-point « de droite » se toisent avec méfiance²⁴. Les seconds rendent difficile la comparaison entre participants et sympathisants, et entre toutes les nuances qui se déploient entre ces deux pôles.

Dans deux enquêtes par questionnaires, menées sur Facebook par des chercheurs et chercheuses de Sciences Po Grenoble²⁵ (n=1455) et par le collectif Quantité Critique²⁶ (n=522), une majorité de répondants refuse de se positionner sur l'axe gauche-droite. Pour ceux qui déclarent voter, la majorité des suffrages se partage entre le Rassemblement National et la France Insoumise. Dans

21. *Ibid.*, p. 8.

22. Devaux (J.-B.) *et al.*, « La banlieue jaune... », art. cit. ; Bacqué (M.-H.), dir., « Quand les quartiers populaires investissent le mouvement des Gilets jaunes : table ronde avec des militants de Pantin », *Mouvements*, 100 (4), 2019 ; Geisser (V.), « Les gilets jaunes et le triptyque “islam, banlieues, immigration” » : une machine à produire des fantasmes identitaires », *Migrations Société*, 175 (1), 2019.

23. Marlière (É.), « “Ça fait quarante ans qu'on est des ‘gilets jaunes’, nous !” : le mouvement des “gilets jaunes” vu par les habitants des quartiers populaires », *Migrations Société*, 181 (3), 2020.

24. Bonin (L.), Liochon (P.), « La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des ronds-points de Camon », *Contretemps*, 2020.

25. Alexandre (C.) *et al.*, « Qui sont vraiment les “gilets jaunes” ? Les résultats d'une étude sociologique », *Le Monde*, 26 janvier 2019.

26. Quantité Critique (dir.), « Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », *L'Humanité*, 19 décembre 2018. L'un des auteurs du présent article, Zakaria Bendali, est membre du collectif Quantité Critique.

l'échantillon grenoblois, c'est cette dernière qui domine, tandis que Quantité Critique trouve une tripartition du vote très équilibrée entre un pôle d'abstentionnistes ou de votes blancs, un pôle d'extrême droite et un pôle de gauche. L'enquête menée en face-à-face par le Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes²⁷ (n=1333) donne des résultats dont la structure est différente : une majorité des interrogé-es refusent de se positionner sur l'axe gauche-droite, mais celles et ceux qui le font s'orientent nettement vers la gauche. Ces résultats peuvent être comparés avec ceux issus d'échantillons représentatifs de la population nationale. Dans le baromètre de la confiance politique du Cevipof analysé par Luc Rouban²⁸, le soutien aux Gilets jaunes est corrélé avec le vote pour le Rassemblement National (RN) et la France Insoumise (FI), avec cette fois, un déséquilibre en faveur du premier. Quant au *Baromètre des territoires* produit par l'institut Elabe²⁹, il donne des résultats similaires à la présidentielle de 2017, dominés par le vote RN et l'abstention.

Deux enseignements peuvent être tirés de ces résultats : plus de la moitié des Gilets jaunes ici interrogés ne se reconnaissent pas dans les catégories de l'offre politique et pour ceux qui votent, les résultats sont contradictoires d'une enquête à l'autre. L'orientation politique du mouvement reste donc incertaine, et on peut s'interroger sur la possibilité de la dévoiler au moyen de questionnaires, sujets aux biais de passation et dont les résultats localisés sont difficiles à agréger de façon robuste à l'échelle du mouvement entier. Plus encore, cela interroge la pertinence même d'une approche par le vote et les échelles de classement des opinions politiques pour caractériser des engagés qui rejettent massivement à la fois cette forme de participation et l'axe gauche/droite : leur éventuel vote préalable constitue-t-il un facteur distinctif de l'engagement ou bien leur poser la question revient-il à imposer des catégories dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas ? Gérard Mauger³⁰ mettait ainsi en garde « contre un intellectuelo-centrisme qui durcit les oppositions politiques (électorales), méconnaissant ainsi le rapport à l'offre politique souvent pour le moins distant de classes populaires sans grandes compétences ni intérêts politiques ».

Malgré tout, pour ceux qui consentent à voter, c'est presque exclusivement vers les deux extrémités de l'offre que s'orientent leurs préférences. Les méthodes de collecte et la portée des échantillons semblent avoir une influence

27. Collectif d'enquête sur les gilets jaunes (dir.), « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 69 (5), 2019.

28. Rouban (L.), « Les "gilets jaunes", une transition populiste de droite », *Sciences Po – Actualités*, 29 janvier 2019.

29. Elabe (coll.), « Les "gilets jaunes" : la partie émergée de la crise sociale française ? », *Elabe – Analyses*, 20 mars 2019.

30. Mauger (G.), « Gilets jaunes : compte rendu de Patrick Farbiaz », *Les Gilets jaunes. Documents et textes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2019 ; Joseph Confavreux, dir., *Le fond de l'air est jaune*, Paris, Seuil, 2019 ; Sylvain Bourmeau, dir., « *Gilets jaunes. Hypothèses sur un mouvement*, Paris, La Découverte, 2019 », *Savoir/Agir*, 47 (1), 2019, p. 114.

sur les résultats : en face-à-face ou sur les groupes Facebook, la gauche est plus souvent citée ; sur les échantillons nationaux, c'est l'extrême droite qui est favorisée. Deux hypothèses peuvent permettre d'expliquer ce phénomène. D'un côté, la non-déclaration des positions d'extrême droite, jugées stigmatisantes, peut être plus importante dans les dispositifs d'enquête les plus rapprochés. Cela entraînerait alors un biais en faveur de la gauche dans les enquêtes sur Facebook et en face-à-face, qui disparaîtrait sur les échantillons représentatifs. D'un autre côté, les Gilets jaunes les plus engagés dans la participation au mouvement pourraient être plus souvent alignés à gauche, tandis que les soutiens distants auraient davantage tendance à être des électeurs d'extrême droite. Or ces derniers sont facilement captés par les échantillons représentatifs, qui procèdent le plus souvent par corrélation entre la position politique et le degré déclaré de soutien au mouvement, mais beaucoup plus difficilement par les enquêtes de terrain qui n'ont accès qu'aux Gilets jaunes les plus investis.

Si l'on favorise la première hypothèse, le mouvement serait bien assimilable à une « transition populiste de droite³¹ » mais certain·es de ses participant·es cacheraient leur préférence aux enquêteurs. Ceci pourrait expliquer le très fort taux de réponses « ni de gauche ni de droite », dont une partie pourrait être assimilée à des positions d'extrême droite qui se taisent, cette catégorie ayant été abondamment utilisée dans la communication de l'ancien Front National, à l'ère de la « stratégie Philippot ». Si l'on favorise la seconde, les réponses données ne seraient pas nécessairement biaisées et ces divergences de résultats, selon les lieux et les échelles d'observation, témoigneraient plutôt d'une structuration du mouvement « en cercles concentriques³² », avec un cœur mobilisé dans lequel on retrouverait plus volontiers des militant·es proches de la gauche radicale, rompu·es à l'action collective, et un halo de soutiens passifs dans lequel on pourrait croiser davantage d'électeurs d'extrême droite mais aussi de personnes se tenant à distance de la politique. Quelle que soit l'hypothèse privilégiée, ces résultats divergents invitent à considérer la pluralité des trajectoires militantes qui se côtoient à l'intérieur du mouvement et à ne pas prendre les options électorales des uns et des autres pour des caractères fixés et déterminants de leur identité politique, particulièrement quand ils participent à un mouvement dénonçant l'absence de représentativité des alternatives proposées par la compétition électorale. Surtout, ils imposent de renoncer à tirer des conclusions généralisantes sur les opinions politiques des Gilets jaunes, ne serait-ce que par l'impossibilité méthodologique de proposer un résultat général à partir d'observations nécessairement partielles et localisées.

31. Rouban (L.), « Les "gilets jaunes", une transition populiste de droite », art. cit.

32. Quantité Critique (coll.), « Gilets jaunes : à qui va profiter le mouvement ? », *Mediapart*, 19 avril 2019.

Un mouvement de classe ?

Un autre angle d'analyse s'est attaché à caractériser le profil des participant-es au mouvement à partir d'une série de variables dont les plus couramment étudiées ont été l'âge, le genre, la situation d'activité et le niveau de revenus. Les enquêtes n'ont pas toutes choisi les mêmes indicateurs ni les mêmes questions, ce qui invite à la prudence dans la comparaison de leurs résultats. On fera référence ici à quatre enquêtes par questionnaires : celle du Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes³³ issu de Sciences Po Bordeaux, celle menée par Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion³⁴ à Dieppe, et enfin les deux enquêtes mises en œuvre sur Facebook, par Quantité Critique³⁵ et par l'équipe de Sciences Po Grenoble³⁶.

Ces quatre échantillons s'accordent d'abord sur la relative parité de genre constatée dans le mouvement, tant dans les échantillons obtenus sur Facebook que dans les enquêtes *in situ*. Ceci manifeste de fait une forte présence des femmes comparativement à d'autres mouvements, malgré leur effacement de l'histoire écrite³⁷. Comme nous le verrons plus bas, cette présence s'explique pour partie par la sur-représentation de secteurs professionnels très féminisés. Mais elle est aussi liée au rôle spécifique des femmes dans les foyers populaires, où elles sont bien souvent chargées de l'intendance en plus du travail domestique³⁸, ce qui les met en prise directe avec la question du pouvoir d'achat. Les femmes sont aussi plus souvent concernées par les carrières discontinues³⁹, les temps partiels contraints⁴⁰, les situations de famille monoparentale, et sont donc plus souvent exposées aux conséquences du retrait de l'État-providence⁴¹. En termes d'âge, les résultats convergent vers l'idée d'un mouvement d'adultes en âge de travailler, et en moindre proportion, de retraités.

33. Collectif d'enquête sur les gilets jaunes (coll.), « Enquêter *in situ* par questionnaire... », art. cit.

34. Dormagen (J.-Y.), Pion (G.), « Le mouvement des "gilets jaunes" n'est pas un rassemblement aux revendications hétéroclites », *Le Monde*, 27 décembre 2018.

35. Quantité Critique (coll.), « Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », art. cit.

36. Alexandre (C.) *et al.*, « Qui sont vraiment les "gilets jaunes"... », art. cit.

37. Gallot (F.), « Les femmes Gilets jaunes : révolte de classe, transgression de genre, histoire longue », in Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile de sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2019 ; Riot-Sarcey (M.), in Collectif, *Gilets Jaunes : jacquerie ou révolution*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2019.

38. Spire (A.), *Résistances à l'impôt, attachement à l'État. Enquête sur les contribuables français*, Paris, Seuil, 2018 ; Fillieule (O.), « Femmes "gilets jaunes" en première ligne », *Manière de voir*, 168 (12), 2019 ; Gallot (F.), « Les femmes Gilets jaunes... », art. cit. ; Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.* ; Zancarini-Fournel (M.), « "On est en train de faire l'histoire" », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune : comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 2019.

39. Spire (A.), « Reformuler la question sociale », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, *op. cit.*

40. Dagnaud (M.), « Femme seule avec enfants, héroïne (éphémère) des ronds-points », *Le Débat*, 204 (2), 2019 ; Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*

41. Della Sudda (M.), « Quand l'État se retire, les mères sont aux premières loges », *Libération*, 12 novembre 2019.

Outre ces deux variables, la comparaison de ces enquêtes révèle des résultats éclairants sur la position sociale des Gilets jaunes, saisie à travers leur situation d'activité et leur niveau de vie. On peut brosser le portrait d'une mobilisation dont le cœur se situe du côté des « petits-moyens⁴² ». Cette centralité, qui permet aux Gilets jaunes de se déployer vers le haut des classes populaires comme vers le bas des classes moyennes, a amené certains auteurs à considérer le mouvement comme un espace d'unification politique entre ces groupes sociaux qui retrouveraient la conscience de leurs intérêts communs au sein d'un « bloc anti-bourgeois⁴³ » constitué en miroir face au « bloc bourgeois » que représente le socle électoral d'Emmanuel Macron⁴⁴.

À propos de la situation d'activité, nos quatre échantillons comportent une majorité d'actifs en emploi, souvent en CDI. Leurs professions les placent au rang des employés, des ouvriers et des petits indépendants. La présence des chômeurs est quant à elle variable en fonction des enquêtes. On peut apprécier plus finement la composition professionnelle du mouvement avec l'enquête du collectif bordelais, qui croise genre et secteur d'activité : chez les hommes on trouve beaucoup d'artisans, de routiers ou d'ouvriers industriels, tandis que les femmes appartiennent très majoritairement aux personnels des services directs aux particuliers : aides-soignantes, infirmières ou encore femmes de ménage étant sur-représentées. Les chercheurs et chercheuses remarquent à cette occasion la dégradation des conditions de travail des actifs de ces secteurs, ainsi que leur probabilité accrue de faire face à des périodes d'emploi discontinues et leur forte dépendance à la voiture comme autant de facteurs explicatifs de l'engagement.

Dans la continuité de ces observations, la précarité économique a joué un rôle crucial dans la décision de rejoindre le mouvement. Elle peut s'apprécier à partir des revenus déclarés par foyer, comme c'est le cas de l'enquête bordelaise et de l'enquête grenobloise où la grande majorité des répondants se situent en deçà du revenu médian national. D'autres analyses ont choisi une approche subjective. Le collectif Quantité Critique⁴⁵ a ainsi demandé aux enquêtés s'ils avaient « du mal à boucler leurs fins de mois », ce à quoi la quasi-totalité a répondu par l'affirmative ; tandis que Nicolas Duvoux et Adrien Papuchon⁴⁶ ont montré l'intérêt d'aller au-delà des indicateurs chiffrés pour intégrer

42. Coutant (I.), « Les “petits-moyens” prennent la parole », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, *op. cit.*

43. Palombarini (S.), « Les gilets jaunes, le néolibéralisme et la gauche », *Les Blogs – Mediapart*, 21 décembre 2018.

44. Amable (B.), Palombarini (S.), *L'illusion du bloc bourgeois : alliances sociales et avenir du modèle français*, Paris, Raisons d'Agir, 2017.

45. Quantité Critique (coll.), « Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », art. cit.

46. Duvoux (N.), Papuchon (A.), « How to measure subjective poverty in France – and what this tells us about the anger of the Yellow Vests », *LSE – Blogs*, January 8th, 2019.

l'autodiagnostic de pauvreté et les perceptions de l'avenir dans l'appréciation de ces situations. Une troisième approche a été proposée par Pierre Blavier⁴⁷ qui, en portant le regard sur les budgets de familles, suggère que ce n'est pas tant la pauvreté que « l'insécurité budgétaire » qui mobilise, ce qui explique la présence de classes moyennes aux revenus corrects mais handicapées par une accumulation de dépenses contraintes.

Si l'on résume ces apports, le travail pénible, l'avenir professionnel incertain et les contraintes budgétaires – d'argent, mais aussi de temps – semblent gagner de plus en plus de segments des classes moyennes et populaires, expliquant la composition mixte du mouvement qui se retrouve sur les ronds-points⁴⁸.

De ce point de vue, les Gilets jaunes invitent à remettre en cause l'hypothèse d'une persistance de la « conscience sociale triangulaire⁴⁹ » et à chercher les indices d'une articulation croissante entre classes moyennes et populaires. Celle-ci serait également rendue possible par le partage de certaines visions du monde qui facilitent l'émergence d'affinités transclasse, en particulier autour de l'importance accordée aux « figures honorables du travailleur qui ne compte que sur lui-même⁵⁰ » ou des « bons travailleurs honnêtes⁵¹ », partagée chez les salarié-es des classes populaires comme chez les petit-es indépendant-es ou les classes moyennes inférieures. Ces représentations sont particulièrement prégnantes dans le quart « en bas à droite⁵² » de l'espace social tel que cartographié par Pierre Bourdieu⁵³, où se retrouvent des groupes sociaux variés mais tous caractérisés par un faible volume total de capital, avec une prédominance du capital économique par rapport au capital culturel.

Prenant acte de cette apparente porosité entre classes moyennes et populaires, certains chercheurs proposent de « repenser les classes sociales⁵⁴ » en utilisant le concept dans un sens large qui recouvre à la fois l'idée d'une expérience commune au travail, d'un sujet politique cohérent et de « relations de sociabilité

47. Blavier (P.), « Que nous apprennent les sciences sociales sur les Gilets jaunes, et ceux-ci sur la société française ? Une entrée par les enjeux socio-économiques », *Revue française de socio-économie*, 24 (1), 2020.

48. Challier (R.), « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La vie des idées*, 19 février 2019.

49. Dans cette perspective, la conscience politique des catégories modestes se construirait tout autant contre « ceux d'en haut » qui détiennent le pouvoir, que contre « ceux d'en bas » qui profiteraient de l'argent public. Schwartz (O.), « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La vie des idées*, 22 septembre 2009.

50. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*, p. 39.

51. Darras, (É.), « Du rassemblement de tuning au rond-point des Gilets jaunes : politisations pratiques dans le monde de l'art automobile populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5 (5), 2020, p. 23.

52. Beaumont (A.), Challier (R.), Lejeune (G.), « En bas à droite : travail, visions du monde et prises de position politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social », *Politix*, 122 (2), 2018.

53. Bourdieu (P.), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

54. Laferté (G.), Paugam (S.), « Après les gilets jaunes, repenser les classes sociales », *Libération*, 20 décembre 2018.

populaire enchevêtrées » fondées sur la « reconnaissance réciproque⁵⁵ ». Il s'agit d'envisager cette position non comme un attribut fixé mais comme le résultat d'une trajectoire d'« intégration fragilisée⁵⁶ » commune à ces groupes. Cet assemblage inhabituel de fractions de classes aux trajectoires variées, sans revendications unitaires mais rassemblées dans un face-à-face entre le « peuple » et les « élites » a enfin conduit certains analystes à voir dans les Gilets jaunes un moment populiste⁵⁷, malgré l'absence de l'intervention extérieure d'un leader dans la construction de ce « peuple »⁵⁸.

La thèse d'une articulation entre classes moyennes et populaires est donc abordée à travers l'extension de la fragilisation économique de nouveaux segments de la population, mais aussi à partir de la proximité des styles de vie et des visions du monde ou de la volonté du mouvement de ne pas s'adosser à une identité corporative délimitée, laissant parfois entrevoir le retour éphémère d'un mouvement de classe élargi. Certes, le mouvement des Gilets jaunes concerne à la fois les classes moyennes et les classes populaires. Mais pour savoir si elles tendent à s'emparer de ce fait et à politiser leurs points communs, voire à former une « classe pour soi », il ne suffit pas de remarquer qu'elles se sont trouvées ensemble dans le mouvement à un instant donné. Il faut également analyser les effets de la participation au mouvement en termes de sociabilités et de politisation, afin de saisir s'il a pu générer d'une identité collective durable, question sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Ce passage en revue des données collectées sur le terrain ou dans des échantillons représentatifs esquisse un premier portrait de la mobilisation des Gilets jaunes sur le plan géographique, social et électoral. Celle-ci est hétérogène, mais trouve son centre de gravité dans une région de l'espace social caractérisée par une distance des grands centres métropolitains, une intégration réelle mais fragile dans la petite classe moyenne, et par une posture distanciée vis-à-vis de la politique qui se déploie entre un pôle de rejet pur et simple de la participation et un pôle d'attrait pour les options électorales les plus contestataires. Ces trois manières de définir le mouvement ont éclairé les conditions de son émergence sans pour autant proposer d'explications totalement satisfaisantes. Les analyses cantonnant les Gilets jaunes à un soulèvement périphérique ont écrasé la variété des situations cohabitant dans un même espace. L'étude du vote semblait dépendante des conditions d'observation et ne permet que difficilement de monter en généralité. Enfin, l'analyse des positions socio-économiques révèle l'ancrage du mouvement à l'intersection des classes populaires et

55. Bantigny (L.), Hayat (S.), « Les Gilets jaunes, une histoire de classe ? », *Mouvements*, 100 (4), 2019.

56. Paugam (S.), « Face au mépris social, la revanche des invisibles », in Bourmeau (S.), dir., « Gilets jaunes. Hypothèses sur un mouvement », *AOC, Cahier #1*, Paris, La Découverte, 2019.

57. Tarragoni (F.), « Chercher une définition sociologique... », art. cit.

58. Bantigny (L.), Hayat (S.), « Les Gilets jaunes, une histoire de classe ? », art. cit.

moyennes, rappelant la proximité croissante des conditions de vie et des habits, mais aussi des styles de vie entre employé·es et ouvrier·es mais aussi petit·es indépendant·es⁵⁹.

Pourquoi se sont-ils mobilisés ?

La mobilisation des Gilets jaunes, par son lien avec un sentiment de dégradation des conditions matérielles d'existence chez les classes moyennes et populaires, offre une occasion d'éprouver certaines approches de la sociologie des mobilisations. Louis Chauvel reprend ainsi la théorie de la frustration relative⁶⁰, c'est-à-dire la déception propre à entraîner l'action collective, liée à la non-satisfaction d'aspirations socialement intériorisées comme légitimes. Il met en avant une « synchronisation des frustrations⁶¹ » qui a pu s'opérer par le partage d'expériences à travers les réseaux sociaux⁶² et sur les ronds-points. C'est pour cette raison que l'on a pu voir des fractions de classes populaires ou moyennes, aux revenus variés et aux statuts distincts, se retrouver autour d'un même espoir déçu concernant le potentiel rémunérateur du travail. Les Gilets jaunes illustrent en cela la distinction opérée par P. Bourdieu entre la « misère de position, relative au point de vue de celui qui l'éprouve » et la « grande misère de condition⁶³ ». S'ils et elles ne sont pas tous et toutes touchés·es par la seconde, ils et elles font certainement l'expérience de la première. Celle-ci concerne particulièrement les « exclus de l'intérieur » qui sont trop riches pour avoir accès aux prestations sociales mais trop pauvres pour vivre sans compter⁶⁴, et font face à une « insécurité sociale durable⁶⁵ ».

La revendication du pouvoir d'achat signifiait pouvoir « vivre de son travail sans devoir se passer de chauffage, en allant avec leurs enfants au cinéma une fois par mois, suivi par un dîner dans le restaurant modeste d'une chaîne, sans s'endetter et mettre en péril leur logement ou leur commerce⁶⁶ ». Ce n'est pas une proposition révolutionnaire au sens marxiste du terme mais plutôt une forme de « réformisme radical » qui vise à rendre les rapports sociaux plus justes sans pour autant en remettre en cause les fondements⁶⁷. Sans vouloir renverser le

59. Mauger (G.), « Gilets jaunes : compte rendu... », art. cit., p. 110.

60. Gurr (T.), *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

61. Chauvel (L.), « Le ressenti ne ment pas », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, op. cit., p. 88.

62. Jeanpierre (L.), *In girum...*, op. cit., p. 163.

63. Bourdieu (P.), dir., *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 16.

64. Paugam (S.), « Face au mépris social, la revanche des invisibles », art. cit.

65. Duvoux (N.), Papuchon (A.), « Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale », *Revue française de sociologie*, 59 (4), 2018.

66. Lianos (M.), « 19 décembre 2018-19 février 2019. Une politique expérientielle. Entretien avec le sociologue Michalis Lianos », in (Coll.), *Lundimatinpapier #4. Gilets jaunes : un assaut contre la société*, Paris, La Découverte, 2019, p. 96.

67. Jeanpierre (L.), *In girum...*, op. cit., p. 105.

capitalisme, les Gilets jaunes sont porteurs d'une exigence de remoralisation de l'économie, de son « réencastrement⁶⁸ ». L'économie morale⁶⁹ des classes populaires appelle à la restauration d'un pacte social juste, légitimé par la coutume plutôt que par des principes abstraits tels que la liberté et l'égalité, ou bien par les intérêts matériels qui structurent la lutte des classes⁷⁰. Ce sentiment d'indignité s'est d'abord incarné dans la question de la mobilité, particulièrement à travers la taxe sur le carburant. Nous verrons ensuite la manière originale dont ces revendications se sont déployées, en contournant l'axe classique capital/travail pour lui substituer une interpellation directe de l'État.

Une question de mobilité(s) ?

Bien que la place de la voiture dans le déclenchement du mouvement doive être relativisée, puisque les dépenses qui y sont liées sont stables depuis les années 1980 contrairement par exemple à celles liées au logement⁷¹, elle est devenue « le symbole politique » qui a rassemblé et permis la prise de parole publique⁷². Dans les premiers rassemblements, B. Coquard entend souvent dire que ses enquêtés se sentent comme des « vaches à lait⁷³ », expression qu'il avait déjà entendue lors de la contestation de la limitation de vitesse à 80 km/h ou lors de la mise en place des radars automatiques. Ces mesures, comme l'augmentation de la taxe carbone, font partie d'un système où les réformes créent des inégalités spatiales⁷⁴, parfois vécues comme des prélèvements injustes mais aussi comme une « mise en péril d'un style de vie rural où, désormais, "tout est loin"⁷⁵ ». Les enquêtés de B. Coquard rapportent que les distances s'allongent à mesure que les services se raréfient. Le carburant devient alors la dépense *en trop*, « qui plombe les comptes des jeunes ménages déjà endettés pour accéder à la propriété⁷⁶ ». En effet, la hausse du prix du logement a créé de fortes disparités spatiales puisque les zones abordables sont à l'écart des bassins d'emploi et des services⁷⁷. Le problème de la « mobilité quotidienne instituée⁷⁸ » existe donc dans l'allongement des distances à parcourir pour atteindre l'école, les loisirs, les domiciles des ami-es ou le travail, alors même que ferment les alternatives

68. Polanyi (K.), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983 [1^{re} éd. 1944].

69. Thompson (E. P.), « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, 50 (1), 1971.

70. Hayat (S.), « L'économie morale et le pouvoir », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, *op. cit.*

71. Delpirou (A.), « La teinte des gilets », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, *op. cit.*

72. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*, p. 25.

73. *Ibid.*

74. Bruneau (I.), Mischi (J.), Renahy (N.), « Les "gilets jaunes" en campagne – une ruralité politique », in Bourmeau (S.), dir., *Gilets jaunes. Hypothèses...*, *op. cit.*

75. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*, p. 25.

76. *Ibid.*, p. 26.

77. Spire (A.), « Reformuler la question sociale », art. cit.

78. *Ibid.*, p. 160.

à la voiture telles que les petites lignes ferroviaires. Ces situations engendrent un sentiment d'injustice fiscale lié à la disparition pour ces habitants de la « concrétisation locale de l'argent socialisé par "les taxes"⁷⁹ ». L'occupation des ronds-points, l'ouverture des péages, le filtrage des automobilistes peuvent être vus comme autant de moyens de reprendre le contrôle sur la mobilité dans ces espaces où « l'économie de la logistique organise la vie quotidienne⁸⁰ » ainsi que d'occasions de frapper la production de valeur ajoutée dans les aires métropolitaines⁸¹.

Malgré l'absence d'ancrage territorial clair de la mobilisation, ce sont l'espace péri-urbain et les petites villes en déprise industrielle qui, par leur composition sociale, « rendent plus visibles qu'ailleurs des revendications de fond qui traversent en réalité la société dans son ensemble⁸² ». C'est dans ces lieux que se sont concentrés les blocages et occupations de ronds-points. Selon Aurélien Delpirou⁸³, le discours sur l'existence d'une France « à deux vitesses » résultant de politiques publiques privilégiant les métropoles (voire les banlieues) au détriment du « désert français » a provoqué des politiques publiques dichotomiques focalisées tantôt sur les centres urbains (pôles de compétitivité et rénovation urbaine) et tantôt sur les espaces ruraux, en négligeant ce qui se trouve entre les deux, c'est-à-dire précisément ces villes petites et moyennes et ces marges péri-urbaines où le mouvement a été le plus visible. Le géographe rappelle que la « relégation » de ces territoires entraînée par l'étalement urbain a longtemps fait l'objet de politiques publiques conscientes et assumées, à travers la « décentralisation de l'urbanisme » et « la multiplication des dispositifs d'accès à la propriété privée⁸⁴ ». C'est là que se trouve la plus haute proportion de primo-accédants à la propriété, avec des niveaux d'endettement plus élevés qu'ailleurs⁸⁵ détenus par des classes moyennes et populaires qui ont consenti à la relégation spatiale au nom du modèle pavillonnaire. Comme le soulignent Michel Lussault⁸⁶ et Philippe Genestier⁸⁷, une partie de ces ménages à faibles revenus qui voulaient fuir le logement social et accéder à la propriété se sentent maintenant floués par le retrait des services publics. Pourtant, le périurbain n'est pas qu'un espace de relégation à envisager seulement dans sa relation aux centres. Il est également le lieu où se constituent des formes de vie spécifiques

79. Spire (A.), « Aux sources de la colère contre l'impôt », *Le Monde diplomatique*, 777 (12), décembre 2018.

80. Hazard (B.), « Lorsque les "sans-parts" se rallient au "pouvoir vivre". Ethnographie des associations des gilets jaunes sur les ronds-points de l'Oise », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020.

81. Lussault (M.), « La condition périurbaine », in Bourmeau (S.), dir., *Gilets jaunes. Hypothèses...*, op. cit.

82. Depraz (S.), « La France contrainte des "gilets jaunes" », in Bourmeau (S.), dir., *Gilets jaunes. Hypothèses...*, op. cit.

83. Delpirou (A.), « La teinte des gilets », art. cit., p. 132.

84. *Ibid.*, p. 128.

85. Depraz (S.), « La teinte des gilets », art. cit.

86. Lussault (M.), « La condition périurbaine », art. cit.

87. Genestier (P.), « Les "gilets jaunes" : une question d'autonomie autant que d'automobile », *Le Débat*, 2019 (2).

qui fondent une « condition péri-urbaine » avec ses totems : le pavillon, les ronds-points, les centres commerciaux, l'automobile⁸⁸. C'est aussi le lieu de trajectoires d'ascension ou de stabilisation, mais qui demeurent fragiles et incertaines⁸⁹, et pour lesquelles les dépenses contraintes sont en hausse permanente (logement, assurances, énergie, transports, etc.)⁹⁰.

Pour Laurent Jeanpierre⁹¹, la centralité de la question de la mobilité géographique, présente dans de nombreuses enquêtes, renvoie à la question plus large de la mobilité sociale, à des craintes liées à la fragilité du niveau de vie et à l'anticipation du futur. En effet, une partie des Gilets jaunes, en particulier les plus âgés, revendiquent leur participation au mouvement au nom de l'avenir de leurs enfants et petits-enfants, dont ils craignent l'appauvrissement⁹². La rupture de la mobilité ascendante intergénérationnelle effrite d'ailleurs une des raisons du succès de la condition périurbaine pavillonnaire : la possibilité de transmettre un capital immobilier, qui de plus sert à couvrir les dépenses de la vieillesse⁹³.

L'impasse des mobilisations dans les entreprises

Si les Gilets jaunes n'ont pas remis en question l'outil de production et n'ont pas inscrit leur mobilisation dans « les césures habituelles des luttes sociales françaises⁹⁴ » autour du conflit capital/travail, alors même qu'ils exigeaient principalement une revalorisation de leur pouvoir d'achat, c'est que leurs revendications ont contourné les canaux traditionnels de la négociation collective. Ils ne se sont pas reconnus dans une position partagée autour des rapports de production, le mouvement ayant réuni des personnes sans emploi, des salariées stables ou bien précaires, mais aussi de petit-es indépendant-es. Ils ont interpellé directement l'État, en appelant à une évolution du cadre législatif (augmentation du SMIC et des minima sociaux, répartition plus équitable de l'imposition) plutôt qu'au « dialogue social » entre représentants des employeurs et des travailleurs.

Plusieurs explications ont été apportées à cette mise en forme originale du conflit autour du partage de la valeur ajoutée. D'abord, la hausse du chômage structurel et l'accroissement de la concurrence internationale ont entraîné

88. *Ibid.*

89. Lévy (J.), « Que nous disent les Gilets jaunes ? », in Fottorino (E.), dir., *Les Gilets jaunes, et après ?*, op. cit.

90. Depraz (S.), « La teinte des gilets », art. cit. ; Martinache (I.), « L'impouvoir d'achat. Quand les dépenses sont contraintes », *La vie des idées*, 7 mai 2019 ; Blavier (P.), « Que nous apprennent les sciences sociales... », art. cit.

91. Jeanpierre (L.), *In girum...*, op. cit., p. 85.

92. Collectif d'enquête sur les gilets jaunes, « Enquêter *in situ* par questionnaire... », art. cit., p. 879.

93. Lussault (M.), « La condition périurbaine », art. cit.

94. Offerlé (M.), « Dans la crise des "gilets jaunes", il n'y a que rarement de stigmatisation spécifique du riche en patron », *Le Monde*, 2 janvier 2019.

l'érosion de la capacité d'arbitrage des gouvernements, qui ont « renoncé à intervenir sur la répartition primaire des revenus entre salaires et profits⁹⁵ ». Ensuite, les transformations de l'économie sous le régime néolibéral, qui visent, entre autres, à instaurer une « relation salariale flexible », à donner « la main libre au patronat dans les relations du travail » et à créer « une protection sociale pliée aux règles marchandes⁹⁶ », ont rendu l'action collective au sein de l'entreprise moins possible qu'auparavant. Les collectifs de travail sont davantage fragmentés et de tailles plus réduites. Le développement de la sous-traitance, le *management* qui promeut la polyvalence, l'individualisation des tâches et des carrières⁹⁷, le recours croissant à l'auto-entrepreneuriat⁹⁸, créent un modèle concurrentiel qui individualise et déstabilise le travail. La précarisation des statuts rend la participation à l'action collective plus risquée, et les négociations sont de plus en plus décentralisées au sein des branches, ou même des entreprises, mettant les salariés en prise directe avec le patronat dans des rapports de force défavorables⁹⁹. Beaucoup de Gilets jaunes appartenant aux classes populaires se trouvent dans le salariat subalterne¹⁰⁰, où le taux de syndicalisation extrêmement bas¹⁰¹ les tient à l'écart des répertoires classiques de l'action collective. Plusieurs enquêtes ont relevé la sur-représentation dans la mobilisation de certains secteurs professionnels particulièrement marqués par ces transformations, comme l'éloignement des structures syndicales ou l'isolement au travail, notamment les métiers du *care*, le salariat féminisé des services marchands, ou celui de la logistique et du transport routier¹⁰². Sur les ronds-points, « le travail, ses effets durables sur les corps, ainsi que l'absence de travail étaient au cœur des discussions¹⁰³ ». Enfin, la faiblesse croissante des organisations syndicales est également mise en avant¹⁰⁴. Le rapport conflictuel d'une partie du mouvement au syndicalisme en est le symptôme. Stéphane Sirot¹⁰⁵

95. Spire (A.), « Aux sources de la colère contre l'impôt », art. cit.

96. Palombarini (S.), « Les gilets jaunes, le néolibéralisme et la gauche », art. cit.

97. Siblot (Y.) *et al.*, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.

98. Abdelnour (S.), *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

99. Quantité Critique (coll.), « Salaires : comment les gilets jaunes ont court-circuité les négociations collectives », *Mediapart*, 22 mai 2019.

100. Amossé (T.), Penissat (E.), « Gilets jaunes : des automobilistes aux travailleurs subalternes », *Libération*, 6 décembre 2018.

101. Bérout (S.), Bouffartigue (P.), dir., *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009.

102. Bonin (L.), Liochon (P.), « Gilets jaunes : des fractions de classe particulièrement mobilisées, comment l'expliquer ? », *Lundimatin*, 23 septembre 2019 ; Cassely (J.-L.), Fourquet (J.), « Génération cariste : comment la crise des "gilets jaunes" a révélé le destin des classes populaires », *Fondation Jean Jaurès*, 25 février 2019 ; Fillieule (O.), Hayat (S.), Monchatre (S.), « Trois regards sur le mouvement des "gilets jaunes" », *Nouvelle Revue du Travail*, 17, 2020.

103. Bonin (L.), « "Qu'il fasse son plan Macron, nous on fait la révolution", Gilets jaunes, handicap et invalidité », *Lundimatin*, 18 février 2020.

104. Yon (K.), « Les syndicats dans la roue des "gilets jaunes" ? », in Bourmeau (S.), dir., *Gilets jaunes. Hypothèses...*, *op. cit.*

105. Sirot (S.), in Collectif, *Gilets jaunes : jacquerie ou révolution*, *op. cit.*

partage ce constat en mettant en avant un double échec de l'institutionnalisation du syndicalisme : celui d'une part du « dialogue social » représenté par la CFDT, et d'autre part de la protestation ritualisée incarnée par la CGT. Selon lui, ces deux formes d'action ont perdu de leur pouvoir transgressif par l'aspect co-gestionnaire de la première et par le caractère routinier de la seconde.

Cette formulation nouvelle du conflit autour de la répartition primaire par une interpellation directe de l'État produit une forme de lutte différente du syndicalisme mais pas forcément antagoniste. Il existe malgré une méfiance mutuelle des possibilités de convergence, en particulier entre Gilets jaunes et militants syndicaux de terrain. Les deux formes de lutte doivent plutôt être envisagées comme appartenant à un même continuum¹⁰⁶ aux méthodes différentes mais complémentaires ; avec les grèves d'un côté et les blocages économiques de l'autre, qui sont deux moyens de pression sur les entreprises¹⁰⁷. G. Mauger¹⁰⁸ souligne un autre point qui rapproche les deux formes de lutte. Elles sont toutes deux confrontées au problème de la représentation : les Gilets jaunes tentent de s'organiser en dehors des structures hiérarchiques, participant ainsi à la dynamique de la désintermédiation politique en s'affranchissant des corps intermédiaires¹⁰⁹, et les syndicats doivent concilier les aspirations ordinaires de « la base » avec les impératifs bureaucratiques de la négociation.

Égrener ces difficultés conduit au constat suivant : la forme originale prise par les revendications matérielles des Gilets jaunes révèle un rapport de force extrêmement favorable au capital dans la sphère économique, à tel point qu'une partie du salariat « dépourvu[e] des ressources de l'action et de la négociation collectives sur le lieu de travail¹¹⁰ » semble considérer que la lutte au sein de l'entreprise est déjà perdue¹¹¹. Ces revendications se sont donc exprimées plus facilement dans une autre arène.

Exigence d'État, réponse d'État

Quand la revendication collective sur les lieux de travail est impossible, faute de structures collectives capables d'articuler une protestation ouverte¹¹², la souffrance s'exprime soit de façon plus indirecte¹¹³ soit ailleurs. Comme

106. Gourgues (G.), Quijoux (M.), « Syndicalisme et gilets jaunes », *La vie des idées*, 19 décembre 2018.

107. Ravelli (Q.), « Les huit fonctions du rond-point », *AOC*, 3 février 2020.

108. Mauger (G.), « Des Gilets jaunes aux syndicalistes en grève : la question de la représentation », *Savoir/Agir*, 51 (1), 2020.

109. Lefebvre (R.), « Les Gilets jaunes et les exigences de la représentation politique », *La vie des idées*, 10 septembre 2019.

110. Bouffartigue (P.), « Invisibilisation/visibilisation des mondes du travail populaires : que devient la classe comme analyseur ? », communication au 8^e congrès de l'AFS, Aix-en-Provence, 27-30 août 2019.

111. Palombarini (S.), « Les gilets jaunes, le néolibéralisme et la gauche », art. cit.

112. Scott (J. C.), *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990.

113. Gourgues (G.), Quijoux (M.), « Syndicalisme et gilets jaunes », art. cit.

l'indique Yann Le Lann, « ce n'est pas le patron qui est interpellé mais l'État, qui est jugé comme ayant une responsabilité en matière salariale¹¹⁴ ». C'est cette protestation dirigée contre l'État qui a permis une alliance entre petit-es salarié-es et indépendant-es, décrite comme une « coalition improbable¹¹⁵ » par opposition à des mouvements structurés autour d'un secteur d'activité ou d'un statut d'emploi. C'est pour cette raison que les références à la Révolution française auraient éclipsé celles renvoyant à Mai 68 ou à la Commune aperçues par exemple dans les mobilisations de 2016. Pour Sophie Wahnich, « il s'agit davantage d'une forme de lutte de classes, dans un rapport à l'État plus qu'à l'intérieur des usines, qui fait que Mai 68 constitue une référence moins disponible que la Révolution¹¹⁶ ».

Dans un contexte où les augmentations de salaire sont présentées comme impossibles à cause de l'impératif de compétitivité internationale, la baisse des taxes apparaît comme la seule revendication envisageable pour augmenter le pouvoir d'achat des bas revenus¹¹⁷. Ces attentes interpellent donc le gouvernement, qui ne peut répondre que par des transferts monétaires¹¹⁸ en raison de sa faible capacité de négociation avec le privé. Le caractère étroit de cette conception de la question sociale, centrée sur le « pouvoir d'achat » sans agir sur les salaires, s'est également manifesté dans la réponse à la crise donnée par E. Macron dans son adresse du 10 décembre 2018.

Cette démission de l'État s'inscrit dans un contexte politique qui a débuté dans les années 1980 où « avec l'aggravation du chômage de masse et l'intensification de la concurrence internationale, les gouvernants ont progressivement renoncé à intervenir sur la répartition primaire des revenus, en se focalisant sur les prélèvements et les prestations¹¹⁹ ». Si l'on ajoute à cela les limitations engendrées par l'échelon européen, la politique fiscale constitue « l'un des derniers supports de la souveraineté économique de l'État¹²⁰ ». La *question sociale* étant devenue une *question fiscale*, la politisation de l'impôt semble la seule alternative aux revendications salariales.

En interpellant cette redistribution secondaire et en politisant la stratégie fiscale d'E. Macron, qui augmentait la CSG, réduisait les APL et introduisait la taxe carbone – proportionnelle – en même temps qu'il exonérait les plus riches en maintenant le CICE, en supprimant l'ISF ou introduisant une *flat tax* sur les

114. Le Lann (Y.), « Le mouvement des “gilets jaunes” est avant tout une demande de revalorisation du travail », *Le Monde*, 24 décembre 2018.

115. Spire (A.), « Reformuler la question sociale », art. cit., p. 96.

116. Wahnich (S.), « Sans-culottes et gilets jaunes », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, op. cit., p. 40.

117. Spire (A.), « Reformuler la question sociale », art. cit.

118. Palombarini (S.), « Les gilets jaunes, le néolibéralisme et la gauche », art. cit.

119. Spire (A.), « Aux sources de la colère contre l'impôt », art. cit.

120. Spire (A.), *Résistances à l'impôt...*, op. cit., p. 20.

revenus du capital, les Gilets jaunes ont manifesté l'injustice qu'ils percevaient dans cette répartition inégalitaire de la charge fiscale¹²¹. Comme l'indique Alexis Spire, l'histoire des résistances à l'impôt montre que « les mobilisations contre les prélèvements ne se réduisent pas [...] à des réactions contre l'État ou contre toute forme de solidarité » mais revendiquent souvent « une plus juste répartition des contributions » ayant fréquemment comme objet « les inégalités territoriales ou encore l'usage de l'argent public¹²² ».

Bien qu'une large part des classes populaires ne soit pas assujettie à l'impôt sur le revenu, elles ressentent de façon plus forte les impôts indirects, moins visibles et plus inégalitaires, comme la CSG, la TVA ou encore la TICPE. L'enquête menée par A. Spire montre que leur faible capital scolaire se traduit par une méconnaissance de ces mécanismes, mais aussi des prestations rendues invisibles par un « État souterrain¹²³ ». Ceci les dépossède de la capacité à s'arranger avec les règles fiscales, ce qui détermine leur hostilité aux prélèvements. Beaucoup des Gilets jaunes sont davantage pénalisés par la progression de la fiscalité sur les carburants, devenue « la goutte d'eau qui fait déborder le vase » d'un mouvement qui a confronté la « morale éco-citoyenne¹²⁴ » de la consommation vertueuse¹²⁵ à la réalité matérielle de leurs budgets.

L'État organise ainsi sa propre illégitimité et engendre un « sentiment d'injustice », que A. Spire retrouvait chez les classes populaires et la fraction inférieure des classes moyennes, alimenté par les dépenses élyséennes ou par certains scandales (affaires Cahuzac ou Bettencourt par exemple), qui leur apparaissent de façon beaucoup plus concrète¹²⁶. Le fonctionnement d'un État de classe qui octroie des avantages fiscaux aux plus fortunés en oubliant les petits génère, chez ces contribuables, un sentiment d'exaspération à l'égard des mesures prises en début de quinquennat qui ont donné à E. Macron « son image de "Président des riches"¹²⁷ ». Mais, comme il le montre encore dans son enquête¹²⁸, ces « résistances à l'impôt » n'impliquent pas nécessairement une désaffection vis-à-vis de l'État ou du modèle de protection sociale. La mobilisation des Gilets jaunes a vite montré qu'il ne s'agissait pas pour eux d'abolir les taxes mais d'organiser de façon plus juste la fiscalité et les prestations.

121. Piketty (T.), « La couleur de la justice fiscale », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, op. cit.

122. Spire (A.), *Résistances à l'impôt...*, op. cit., p. 180.

123. *Ibid.*, p. 239.

124. Comby (J.-B.), « Et si les gilets jaunes étaient des écologistes qui s'ignorent ? », *L'Obs*, 16 novembre 2018.

125. Gaborit (M.), Grémion (T.), « Jaunes et verts. Vers un écologisme populaire ? », *La vie des idées*, 20 décembre 2019.

126. Spire (A.), « Voir les "gilets jaunes" comme des citoyens mobilisés contre l'écologie serait une erreur », in Bourmeau (S.), dir., *Gilets jaunes. Hypothèses...*, op. cit.

127. Spire (A.), « Reformuler la question sociale », in Confavreux (J.), dir., *Le fond de l'air est jaune...*, op. cit.

128. Spire (A.), *Résistances à l'impôt...*, op. cit.

Ce déplacement des revendications du patronat vers l'État et ses représentants s'est accompagné d'une innovation des répertoires tactiques par rapport aux formes de lutte sociale héritées du mouvement ouvrier¹²⁹. Celles-ci ont cédé la place à l'occupation de ronds-points, aux blocages de routes et à des manifestations souvent sauvages, c'est-à-dire sans parcours déclaré ni cortège ordonné¹³⁰, se tenant dans les « beaux quartiers » et près des lieux du pouvoir¹³¹. Ces nouveautés dans le répertoire d'action sont néanmoins à situer dans un cycle de mobilisation débuté en 2016 avec les contestations contre la loi travail¹³².

La réponse gouvernementale à cette interpellation désordonnée du pouvoir politique a été rapidement dominée par le choix de la répression. Isabelle Sommier relève surtout le caractère indiscriminé de cette réponse qui « suscite l'empathie envers les émeutiers et conduit des individus qui n'avaient aucune intention de casser ou de piller à prendre part aux violences¹³³ ». Ce fait est notamment lié à la forte présence de primo-engagés, qui ne connaissent ni ne se reconnaissent dans les règles du jeu et ignorent notamment la communication non verbale des forces de l'ordre¹³⁴. Même quand l'usage de la force est différencié en fonction des manifestants, la plupart des armes du maintien de l'ordre ont des effets de toute façon indiscriminés (gaz, grenades, etc.). À l'occasion du mouvement des Gilets jaunes, ces armes ont en outre souvent été maniées par des unités sans formation adéquate¹³⁵, comme les brigades anti-criminalité. De plus, la répression policière s'est doublée d'une répression judiciaire – par les comparutions immédiates¹³⁶ – appuyée sur un immense travail de renseignement à partir de la captation de données sur les réseaux sociaux et d'images produites par les forces de l'ordre elles-mêmes¹³⁷.

Pourtant, la force de la répression ne doit pas conduire à dresser le tableau univoque d'un divorce entre la police et la population. Les forces de l'ordre, usées par la séquence ouverte avec les attentats de 2015, font face à d'importants

129. Noiriell (G.), *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire. Dialogue avec Nicolas Truong*, Paris, Éditions de l'Aube, 2019.

130. Chevrier (V.), « Des "cortèges de tête" aux gilets jaunes, transformation des pratiques et des usages de la violence dans les manifestations marseillaises », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020.

131. Jeanpierre (L.), *In girum...*, *op. cit.*, p. 21.

132. Kokoreff (M.), « "Sous les pavés, la rage" : regards ethnographiques sur la séquence contestataire de 2016 à 2020 », *Sociologie*, 11 (3), 2020, p. 315 ; Chevrier (V.), « Occuper et marquer l'espace : des "cortèges de tête" aux Gilets jaunes à Marseille », *Techniques & Culture*, 2 (2), 2020.

133. Sommier (I.), « Gilets jaunes : "L'idée que seule la violence paye est très présente" », *Libération*, 11 janvier 2019.

134. Fillieule (O.), Jobard (F.), *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, Seuil, 2020.

135. *Ibid.*

136. Bonin (L.), « Fonder et conserver l'ordre. Récits de quelques comparutions immédiates de Gilets jaunes », *Lundimatin*, 21 septembre 2020.

137. Fillieule (O.), Jobard (F.), *Politiques du désordre...*, *op. cit.*

dilemmes¹³⁸. Marion Guénot¹³⁹ montre l’ambivalence des forces de sécurité lors du déclenchement du mouvement, certains de ses membres s’étant reconnus dans celui-ci. Plusieurs syndicats minoritaires (UPNI, MPC, France-Police) ont ainsi appelé à des actions en soutien aux blocages du 17 novembre. M. Guénot rapporte également des propos montrant comment le triomphalisme de la hiérarchie a pu heurter la conscience professionnelle des troupes : « des mutilés [...] et des morts, ça veut dire que ton opération est un échec [...]. Je me sens déshonoré ». Les logiques d’éloignement entre la base et le sommet, aussi à l’œuvre dans la police, peuvent s’apprécier par la paupérisation des commissariats et la sur-sollicitation des forces de l’ordre depuis l’état d’exception de 2015¹⁴⁰, ce qui se traduit par un puissant « sentiment d’appartenance au bas de l’échelle¹⁴¹ ». Cette reconnaissance improbable entre Gilets jaunes et policiers doit beaucoup au fait que ces derniers sont eux aussi situés en bas à droite de l’espace social¹⁴², partageant ainsi une position subalterne et des styles de vie communs.

Les Gilets jaunes ont été à l’origine de ruptures à la fois dans les schémas classiques du mouvement social et du maintien de l’ordre, ce qui explique en partie sa durée exceptionnelle et trouve sans doute sa source dans l’implication des participant·es les moins rompu·es à l’exercice. Il est donc nécessaire de s’intéresser autant que possible aux effets socialisateurs d’un tel événement sur les groupes sociaux concernés, tout particulièrement en termes de politisation.

Quels effets ?

Les sociabilités populaires : engagement et réévaluation de soi dans l’entre soi des ronds-points

L’occupation permanente du rond-point a procuré une forme de politisation par le partage d’expériences qui forment le socle d’une montée en généralité pouvant s’exprimer « sans avoir peur du jugement de ses pairs¹⁴³ ». « L’utilisation d’un langage simple et plus créatif » y trouve son compte face aux « slogans militants habituels¹⁴⁴ », de même que le langage « prosaïque » et « irrévérencieux » sert à « transgresser les bienséances et montrer que la fraternité est au-delà de

138. Drweski (B.), in Collectif, *Gilets Jaunes : jacquerie ou révolution*, op. cit.

139. Guénot (M.), « Quand les hommes en bleu débattent des “gilets jaunes” », *The Conversation*, 30 octobre 2019.

140. Jobard (F.), « Face aux “gilets jaunes”, l’action répressive est d’une ampleur considérable », *Le Monde*, 20 décembre 2018.

141. Guénot (M.), « Quand les hommes en bleu... », art. cit.

142. Beaumont (A.), Challier (R.), Lejeune (G.), « En bas à droite... », art. cit., p. 16.

143. Bonin (L.), Liochon (P.), « La fin des cabanes. Ethnographie de l’espace militant des ronds-points de Camon », *Contretemps*, 2 juin 2020.

144. Ravelli (Q.), « Les huit fonctions du rond-point », art. cit.

l'euphémisation du langage et du polissage des relations¹⁴⁵ ». Cette politisation pratique est aussi à situer dans la continuité de pratiques culturelles préalables, comme les meetings de *tuning*¹⁴⁶.

« S'assembler » au rond-point c'est créer une *agora* où la prise de parole est encouragée¹⁴⁷ sans être « disciplinée par un réseau de règles et canalisée par la discipline des partis¹⁴⁸ ». En conséquence, tout le monde peut s'y exprimer, y compris les profanes. À côté de la légitimité démocratique des institutions et de la délégation, les Gilets jaunes mettent en place des « pratiques politiques autonomes » qui ne poursuivent pas un « projet de conquête du pouvoir d'État¹⁴⁹ ». La mise en cause de la politique comme art bourgeois, de la démocratie élitiste¹⁵⁰ comme élection des meilleurs¹⁵¹, est au centre de leur critique, contre la délégation à des élites qui parlent en leur nom¹⁵² tout en les méprisant¹⁵³. D'où les aspirations à une démocratie directe, illustrées par « le privilège accordé à l'échelon local, aux discussions débouchant sur des actions pratiques [...], à la parole plutôt qu'à l'écrit, au vote à main levée [...] plutôt qu'au secret de l'isoloir¹⁵⁴ ». Pour Michalis Lianos, la politisation chez les Gilets jaunes vient d'une « source commune d'expérience sans intellectualisation ou médiation idéologique¹⁵⁵ ». Selon Samuel Hayat, citant Jane Mansbridge, cette habilitation forge une conscience politique « unitaire » basée sur l'expérience commune invisibilisée par la « démocratie adversariale » du champ politique institué¹⁵⁶. Pour Christian Le Bart¹⁵⁷, la valorisation des récits personnels découle d'une « présomption d'authenticité » accordée aux individus, qui serait l'envers de la dévalorisation des institutions. Cette légitimation de la parole ordinaire, qui s'accompagne parfois de l'acquisition d'une petite notoriété, est décrite par François Buton, Cécile Jouhanneau et Emmanuelle Reungoat¹⁵⁸ comme un

145. Clément (K.), « "On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !" : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020.

146. Darras, (É.), « Du rassemblement de tuning au rond-point des Gilets jaunes... », art. cit., p. 15.

147. Floris (B.), Gwiazdzinski (L.), *Sur la vague jaune, l'utopie d'un rond-point*, Seyssinet-Pariset, Elya, 2019.

148. Abélès (M.), *Carnets d'un anthropologue...*, op. cit., p. 17.

149. Laugier (S.), Ogien, (A.), « Samedi, j'ai insurrection : neuf leçons à tirer d'un mouvement intermittent », in Bourmeau (S.), dir., *Gilets jaunes. Hypothèses...*, op. cit.

150. Blondiaux (L.), « Le retour des classes populaires », in Fottorino (E.), dir., *Les Gilets jaunes, et après ?*, op. cit.

151. Martigny (V.), « La promesse déçue du nouveau monde », in Fottorino (E.), dir., *Les Gilets jaunes, et après ?*, op. cit.

152. Gaxie (D.), « Malaise dans la représentation », *AOC*, 16 avril 2019.

153. Pudal (B.), « Une philosophie du mépris », in Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile...*, op. cit.

154. Noiriel (G.), *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire...*, op. cit., p. 66.

155. Lianos (M.), « 19 décembre 2018-19 février 2019. Une politique expérientielle... », art. cit., p. 102.

156. Fillieule (O.), Hayat (S.), Monchatre (S.), « Trois regards sur le mouvement... », art. cit.

157. Le Bart (C.), *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, p. 202.

158. Buton (F.), Jouhanneau (C.), Reungoat (E.), « Becoming yellow vests: the politicization of ordinary citizens (France 2018-20) », communication au 116^e congrès de l'APSA (en ligne), 10-13 septembre 2020.

phénomène de protagonisme¹⁵⁹ qui donne aux participants le sentiment d'être acteurs de l'Histoire, dotés d'une capacité à changer leur propre destin mais aussi celui du pays.

Ce phénomène intervient dans des espaces ayant connu une raréfaction des lieux de sociabilité. Dans le monde rural notamment, les classes populaires souffrent d'un déficit de sociabilités lié à leur dispersion spatiale¹⁶⁰, mais aussi d'un éloignement vis-à-vis des autres classes sociales, souvent absentes de la vie locale. Cette mise à distance alimente un sentiment de relégation chez certains Gilets jaunes, qui se double d'une désaffection envers le champ politique consécutif au déclin des sociabilités militantes¹⁶¹. Or le rond-point permet de faire évoluer cette situation en offrant une nouvelle structure de sociabilité qui, une fois n'est pas coutume, se trouve dans l'espace public. Il occupe donc aussi une fonction de scène publique, voire de « cité utopique¹⁶² », où l'on expérimente des pratiques d'autogestion¹⁶³ et la rencontre de fractions de classes différentes de la sienne¹⁶⁴, par opposition aux sociabilités homogènes plutôt cantonnées à l'espace privé¹⁶⁵.

Certaines des « campagnes en déclin » se vident¹⁶⁶ : les églises ferment, les associations sportives ou les bistrotts également, notamment faute de budget de la part des familles pour y consommer¹⁶⁷. Ces transformations ont impliqué une raréfaction des « pratiques collectives » et donc des entre-soi populaires, des « lieux qui garantissaient une sécurité et une prévisibilité des échanges sociaux, qui engendraient l'estime de soi, la réputation locale et une définition solide de son identité propre¹⁶⁸ ». Le délitement de ce tissu de relations sociales entraîne un sentiment de déclin, d'impuissance et d'insécurité. Or le rond-point permet de « recréer une centralité sociale¹⁶⁹ » là « où, beaucoup le concèdent, "on ne voit plus personne"¹⁷⁰ ». L'importance de ces réseaux est réelle, notamment pour certaines femmes qui ont ainsi conquis une autonomie relative vis-à-vis

159. Burstin (H.), *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013 ; Deluermoz (Q.), Gobille (B.), « Protagonisme et crises politiques. Individus "ordinaires" et politisations "extraordinaires" », *Politix*, 112 (4), 2015.

160. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*

161. Bruneau (I.), Mischi (J.), Renahy (N.), « Les "gilets jaunes" en campagne – une ruralité politique », *art. cit.*

162. Floris (B.), Gwiazdzinski (L.), *Sur la vague jaune...*, *op. cit.*, p. 180.

163. Bernard De Raymond (A.), Bordiec (S.), « La forme politique des ronds-points », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020.

164. Ravelli (Q.), « Les huit fonctions du rond-point », *art. cit.*

165. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*, p. 129.

166. *Ibid.*

167. Pelletier (W.), « Ronds-points "gilets jaunes" et "estimes de soi" en milieux populaires », in Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile...*, *op. cit.*, p. 982.

168. *Ibid.*, p. 983.

169. Bernard De Raymond (A.), Bordiec (S.), « La forme politique des ronds-points », *art. cit.*

170. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*, p. 26.

du cadre conjugal, ce qui joue dans le maintien de l'engagement¹⁷¹. Ces formes de sociabilité retrouvées ont souvent eu pour effet de restaurer l'estime de soi¹⁷² et de dissiper le sentiment d'incompétence politique¹⁷³.

L'occupation des ronds-points les a inscrits dans une « forme durable de lutte¹⁷⁴ », « souple et vivante » qui tient, en partie, grâce à la solidarité et aux dons d'argent, de nourriture ou de matériel des chauffeurs, restaurateurs, riverains ou d'autres Gilets jaunes participant à ce maillage national en forme de « grappes giratoires ». L'intérêt de la notion de grappe est de souligner les circulations entre ronds-points, notamment à des fins de coopération ou pour éviter les conflits qui surviennent en changeant de groupe¹⁷⁵.

Antoine Bernard de Raymond et Sylvain Bordiec¹⁷⁶, qui ont enquêté dans le Sud-Est, montrent que le rond-point est aussi une vitrine, exigeant le maintien d'une « bonne image » attachée parfois à la valeur travail, de sorte que les « contours du groupe de ceux qui méritent d'être aidés » changent d'un rond-point à l'autre. Le rond-point normand enquêté par Aldo Rubert¹⁷⁷ montre l'exercice d'autocontrôle des participants afin de se rendre respectables vis-à-vis de la presse locale (pour ne pas apparaître comme des « alcoolos » ou des « gueux ») ou de la petite bourgeoisie locale soucieuse de l'écologie, en montrant qu'ils sont eux aussi préoccupés par les thématiques environnementales.

Même s'il faut aussi poser la question de la légitimation des fractions sociales plus hautes par les fractions les plus fragiles, notamment dans le maintien d'une mobilisation alliant classes populaires et moyennes¹⁷⁸, les ronds-points ont surtout été décrits comme ayant une « fonction thérapeutique¹⁷⁹ » par leur solidarité envers celles et ceux qui étaient auparavant stigmatisés. Les plus défavorisés ont été réhabilités¹⁸⁰, comme les SDF, les sans-emploi ou encore les handicapés qui pouvaient se rendre indispensables à la continuité des occupations et à la tenue des ronds-points par leur disponibilité¹⁸¹. A. Bernard

171. Rubert (A.), « Retrouver sa propre radicalité : démobilisation, remobilisation et cohabitation jaune », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2, 2021 (à paraître avec le deuxième volet de ce double numéro).

172. Pelletier (W.), « Ronds-points "gilets jaunes" et "estimes de soi"... », art. cit.

173. Cizeau (T.), Le Gall (B.), Traverse (L.), *Justice et respect. Le soulèvement des Gilets jaunes*, Paris, Syllepse, 2020, p. 76.

174. Ravelli (Q.), « Les huit fonctions du rond-point », art. cit.

175. Ravelli (Q.), « Un chaos organisé... », art. cit.

176. Bernard De Raymond (A.), Bordiec (S.), « La forme politique des ronds-points », art. cit.

177. Rubert (A.), « Retrouver sa propre radicalité... », art. cit.

178. *Ibid.*

179. Ravelli (Q.), « Les huit fonctions du rond-point », art. cit.

180. Challier (R.), « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La vie des idées*, 19 février 2019.

181. Bonin (L.), « Qu'il fasse son plan Macron... », art. cit.

de Raymond et S. Bordiec¹⁸² ont souligné l'importance de ces places « coûteuses physiquement et mentalement » parce qu'elles impliquent de dormir dehors en hiver ou de construire les abris, porteuses de « gratifications symboliques » reçues à travers la gratitude exprimée par les autres. Au rond-point, « la hiérarchie des savoirs et des diplômes est remplacée par les compétences [...] que chacun apporte¹⁸³ » qui sont converties dans les cabanes en véritables compétences militantes¹⁸⁴, suspendant par là les « modes de classement ordinaires du monde social¹⁸⁵ ».

Cette sociabilité populaire active des affects et des opportunités d'entraide mais perpétue aussi les rôles de genre traditionnels : les femmes sont certes plus visibles sur les ronds-points, mais elles y restent souvent en charge de la cuisine et de la vaisselle, quand les hommes font plutôt le barbecue et jouent aux dominos¹⁸⁶. Ceci montre à quel point, chez les Gilets jaunes comme ailleurs, « les mouvements de lutte sont traversés des mêmes principes de classement que les sociétés dont ils sont souvent issus, quand bien même ils cherchent à les transformer¹⁸⁷ ».

Comme d'autres¹⁸⁸, B. Coquard note que « ceux qui tisseront des liens d'amitié resteront impliqués sur le long terme » jusqu'à constituer, selon leurs propres mots, une « famille¹⁸⁹ ». Il souligne aussi qu'avec cette lutte les jeunes adultes ruraux retrouvent « une appartenance à un “clan” d'amis ou à une “bande de potes”, en bref à un groupe de proches soudés où se perpétue une conscience collective¹⁹⁰ » qui devient un réseau d'entraide, pour retrouver un emploi ou un logement par exemple, mais aussi parfois « la source de conflits et de rancœurs vis-à-vis des “pique-assiette” » accusés de jouer de cette solidarité¹⁹¹. Cette appartenance à un groupe de personnes qui se reconnaissent mutuellement comme respectables devient une forme de capital des plus démunis. Les liens de proximité de l'ancrage local deviennent l'arme des faibles¹⁹², une « certification

182. Bernard De Raymond (A.), Bordiec (S.), « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques*, 14 octobre 2019.

183. Hazard, (B.), « Lorsque les “sans-parts” se rallient au “pouvoir vivre”... », art. cit.

184. Bendali (Z.), Challier (R.), Della Sudda (M.), Fillieule (O.), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, 128 (4), 2019.

185. Bernard De Raymond (A.), Bordiec (S.), « La forme politique des ronds-points », art. cit.

186. Neyrat (E.), in Collectif, *#Gilets jaunes : la politique au rond-point*, op. cit., p. 147.

187. Fillieule (O.), Roux (P.), dir., *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 21.

188. Bihl (A.), « Les «gilets jaunes» : ce n'est qu'un début... », *À l'encontre*, 25 janvier 2019 ; Challier (R.), « Rencontres aux ronds-points... », art. cit. ; Pelletier (W.), « Ronds-points “gilets jaunes” et “estimes de soi”... », art. cit. ; Bendali (Z.), Challier (R.), Della Sudda (M.), Fillieule (O.), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s)... », art. cit.

189. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, op. cit., p. 37.

190. *Ibid.*

191. Bernard De Raymond (A.), Bordiec (S.), « La forme politique des ronds-points », art. cit.

192. Jeanpierre (L.), *In girum...*, op. cit., p. 99.

symbolique dans un contexte éloigné des titres scolaires¹⁹³ » où chaque plainte singulière¹⁹⁴ est légitime parce qu'elle est partagée collectivement¹⁹⁵. La « confrontation de l'intime au collectif », dans les discussions autour des conditions matérielles d'existence, permet de mesurer « son expérience individuelle, l'intime, à l'aune d'autres vies brisées » et de « réévaluer sa position¹⁹⁶ » passant « d'un sentiment d'échec personnel et de honte » à celui « d'une condition partagée et d'une colère collective¹⁹⁷ ». Cette « prise de conscience dans le regard de l'autre » devient un travail de « subjectivation politique¹⁹⁸ » ou de politisation des conditions d'existence¹⁹⁹.

La construction d'un nouveau « nous » ?

Le premier temps de l'engagement semble passer, comme le relève l'enquête lyonnaise²⁰⁰, par la proclamation du caractère « apolitique » du mouvement, ce terme désignant au moins deux réalités distinctes. La première est le rejet des « étiquettes », les organisations politiques étant considérées comme génératrices de conflictualité au sein du « peuple, vu comme une entité indivisible que les querelles partisans viendraient déchirer²⁰¹ » au bénéfice de la classe dirigeante. La seconde est la volonté de taire les opinions divergentes. La cohésion du groupe nécessite un « travail constant d'encadrement des interactions » et des « stratégies d'atténuation des oppositions par l'évitement des sujets clivants » qui mènent parfois à quitter un rond-point pour en rejoindre un autre²⁰².

B. Coquard²⁰³ raconte que, lors des premiers rassemblements, les thématiques de l'extrême droite sont suspendues ; constat qui, malgré quelques dissonances, est appuyé par l'analyse lexicométrique des échanges sur Facebook conduite par Brigitte Sebbah *et al.* dans laquelle les questions identitaires et sécuritaires sont

193. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*, p. 37.

194. Tarragoni (F.), « Chercher une définition sociologique... », art. cit.

195. Pelletier (W.), « Ronds-points “gilets jaunes” et “estimes de soi”... », art. cit.

196. Hazard, (B.), « Lorsque les “sans-parts” se rallient au “pouvoir vivre”... », art. cit.

197. Bernard De Raymond (A.), Bordieci (S.), « La forme politique des ronds-points », art. cit.

198. Hazard, (B.), « Lorsque les “sans-parts” se rallient au “pouvoir vivre”... », art. cit.

199. Bernard De Raymond (A.), Bordieci (S.), « La forme politique des ronds-points », art. cit.

200. Devaux (J-B.) *et al.*, « La banlieue jaune... », art. cit.

201. Bedock (C.), Schnatterer (T.), Bonin (L.), Liochon (P.), « Au-delà de la démocratie représentative : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », communication au 15^e congrès de l'AFSP, Bordeaux, 2-4 juillet 2019.

202. Bernard De Raymond (A.), Bordieci (S.), « La forme politique des ronds-points », art. cit. ; Devaux (J-B.) *et al.*, « La banlieue jaune... », art. cit. ; Bendali (Z.), Challier (R.), Della Sudda (M.), Fillieule (O.), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s)... », art. cit. ; Clément (K.), « On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !... », art. cit. ; Ravelli (Q.), « Un chaos organisé... », art. cit.

203. Coquard (B.), « Qui sont et que veulent les “gilets jaunes” ? Entretien avec Benoît Coquard », *Contretemps*, 23 novembre 2018.

quasi absentes²⁰⁴. Toutefois, dans sa longue enquête, B. Coquard²⁰⁵ montrait l'existence d'un « déjà, nous » préférentiel, très différent du « nous » analysé par Richard Hoggart²⁰⁶, qui sert à « contrer le sentiment partagé de “toujours passer après les autres”²⁰⁷ ». Cette méfiance est liée à un rapport agonistique au monde pouvant être capté par l'extrême droite. Stathis Kouvelakis²⁰⁸ a ainsi souligné la possibilité d'un recouplement entre le dénigrement des « assisté-es » et la stigmatisation raciale chez une partie des classes populaires blanches. Un des ronds-points du Loiret s'est d'ailleurs « dédoublé », entre des Gilets jaunes proches du PCF et d'autres proches du RN, à cause de « tensions dans les rapports sociaux de race²⁰⁹ ».

Cependant, les discours racistes font plutôt l'objet d'un tabou au sein du mouvement. Quand ils surviennent, c'est sous la forme de moqueries qui se terminent par des accolades²¹⁰, au nom d'une cohésion « qui vise tout à la fois à rassembler et à refouler tout dissensus », entraînant le cantonnement de la thématique raciale « dans un hors-champ soigneusement entretenu²¹¹ ». Comme l'indique B. Coquard, « les mêmes personnes qui pouvaient quelques mois ou années auparavant se dire “bien de droite” ou “100 % Le Pen” vont, au travers de ce mouvement, se tourner vers un ensemble de revendications privilégiant une meilleure répartition des richesses et un renversement plus ou moins radical de l'ordre politique²¹² ». Ce processus a été analysé en Lorraine comme générateur d'un « nous » populaire plus unifié, qui réduit la méfiance à l'égard des plus démunis et renforce l'antagonisme vis-à-vis des classes supérieures, forgeant ainsi une « conscience protestataire²¹³ ». Il est décrit par F. Buton, C. Jouhanneau et E. Reungoat comme une possible « réarticulation de la question sociale » au détriment de la « focalisation croissante, initiée par le Front National il y a trente ans, autour des questions de migration et d'identité nationale dans l'arène partisane²¹⁴ ».

Willy Pelletier²¹⁵ a montré les effets socialisateurs de ces sociabilités hétérogènes. C'est le cas par exemple de Younès qui s'est surpris à développer une amitié avec Gilles, électeur RN, avec qui « normalement [il] se serait foutu sur

204. Sebbah (B.) *et al.*, « Les gilets jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes », *Lerass – Université de Toulouse 2*, 26 novembre 2018.

205. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*

206. Hoggart (R.), *The Uses of Literacy: Aspects of Working Class Life*, Londres, Chatto & Windus, 1957.

207. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*

208. Kouvelakis (S.), « The French Insurgency, Political Economy of the *Gilets Jaunes* », *New Left Review*, 116-117(1), 2019.

209. Ravelli (Q.), « Un chaos organisé... », *art. cit.*

210. Clément (K.), « Le rond-point de Saint-Avold : “Tu viens comme t'es” », *art. cit.*

211. Kouvelakis (S.), *in* Collectif, *Gilets jaunes : jacquerie ou révolution*, *op. cit.*, p. 137.

212. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, *op. cit.*, p. 19.

213. Challier (R.), « Rencontres aux ronds-points... », *art. cit.*

214. Buton (F.), Jouhanneau (C.), Reungoat (E.), « Becoming yellow vests... », *comm. cit.*, p. 22.

215. Pelletier (W.), « Ronds-points “gilets jaunes” et “estimes de soi”... », *art. cit.*, p. 984-985.

la gueule ». De même chez Jordan, militant RN, l'on voit aussi la suspension de certaines fractures raciales. Lui qui « déteste les bougnoules » tombe amoureux sur le rond-point de Malika, puis finit par se confier, un peu honteux, « je vois plus trop pareil, ça a fait sauter des bouchons dans ma tête ». Bien que sur certains ronds-points ruraux, les Gilets jaunes prennent leurs distances avec les « assistés-es²¹⁶ », dans d'autres cas on constate une résorption au moins provisoire de la fracture sociale²¹⁷. Ce phénomène est illustré par Luc, un artisan rencontré par W. Pelletier²¹⁸, qui dit détester « les *cassos* qui pompent les aides » puis se lie d'amitié avec deux jeunes au RSA et dit à propos d'eux : « ils sont comme moi, comme moi gosse quand je trouvais rien ».

Un retour des frontières sociales ordinaires ?

Si le mouvement a d'abord eu un puissant effet d'atténuation des frontières sociales, notamment à travers un processus de revalorisation symbolique²¹⁹, ce premier moment semble avoir pris fin de manière précoce. Le délitement de l'unité du mouvement tiendrait à deux raisons : la répression « qui tend à séparer une sorte d'avant-garde manifestante du reste des Gilets jaunes qui n'osaient plus aller en manif » d'une part, et le retour des « logiques de divisions sociales ordinaires » par lesquelles « plus le rond-point était populaire dans sa composition, plus une partie de l'opinion locale s'est détournée du mouvement, sur des ressorts assez méprisants²²⁰ » d'autre part.

Une logique proche a eu raison de la mobilisation sur le terrain observé par B. Coquard. Au fil des semaines, les confrontations de plus en plus violentes avec les forces de l'ordre conduisent à une érosion du consensus de départ. Beaucoup des participant-es les plus intégrés-es « s'éloigneront des actions visibles pour ne pas subir de critiques dans leur entourage ou leur entreprise. Rejailliront ensuite les frontières sociales et les logiques habituelles de mise en accusation²²¹ ». Le désengagement des classes moyennes entraînerait alors une visibilité croissante des plus précaires qui persistent davantage, sans doute parce que leur disponibilité est plus importante et parce qu'ils en retirent des gratifications comparativement plus grandes. Cette composition de plus en plus précaire des ronds-points conduirait les personnes les plus intégrées à rejeter le mouvement, désormais vu comme un « truc de *cassos* ».

Un autre principe de division a été observé à Lyon, où le mouvement a suivi une logique différente, influencée par le tropisme des mobilisations étudiantes

216. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, op. cit.

217. Challier (R.), « Rencontres aux ronds-points... », art. cit.

218. Pelletier (W.), « Ronds-points "gilets jaunes" et "estimes de soi"... », art. cit., p. 988.

219. Cizeau (T.), Le Gall (B.), Traverse (L.), *Justice et respect...*, op. cit., p. 17.

220. Challier (R.), « Manifestations clairsemées et ronds-points délaissés, les "gilets jaunes" s'estompent », *La Croix*, 29 mai 2019.

221. Coquard (B.), *Ceux qui restent...*, op. cit., p. 31.

et syndicales. À l'échelle de l'agglomération, il a été marqué par la rencontre de militants urbains diplômés, précédemment socialisés à l'action collective par le biais de mobilisations de gauche, et de primo-engagé-es issus des quartiers populaires de la périphérie de la ville. Les militant-es du centre-ville y apportaient leur répertoire d'action antérieur, tandis que ceux de la périphérie occupaient les ronds-points et mettaient en place des lieux de témoignage et de partage d'expériences. Au fil de la structuration locale du mouvement, de plus en plus tributaire de la pratique des assemblées générales, les ressources symboliques des seconds liées aux occupations ont été éclipsées par celles des premiers, acquises par la pratique oratoire et délibérative au cours de mouvements précédents. La forme prise par la mobilisation ne faisait soudain plus de place qu'à des militant-es fortement doté-es en capital culturel, au détriment des organisateurs des ronds-points les plus populaires, qui perdirent alors la visibilité que les occupations leur apportaient. La référence aux ronds-points passe au second plan, devenant « un moyen de capter le crédit issu des actions militantes passées, emblématiques du mouvement et associées aux classes populaires, sans pour autant que les instigateurs et instigatrices de ces actions ne soient directement valorisé-es²²² ».

Des constats similaires sont dressés par Loïc Bonin et Pauline Liochon²²³ à Camon. Suite au démantèlement des cabanes sur les deux ronds-points occupés de la ville, le « capital jaune » qui articule l'investissement temporel et les compétences manuelles reconverties dans l'occupation, « se retrouve désormais en concurrence avec les capitaux politiques, militants et sociaux antérieurs, ce qui contribue à relancer les luttes de pouvoir au sein du groupe ». Les assemblées deviennent plus structurées autour d'un « petit groupe d'hommes possédant des capitaux militants antérieurs », avec tours de parole, comptes rendus et gestion du temps. Ces codes, à l'acquisition coûteuse, sont hérités des AG de « l'aile gauche²²⁴ » qui ont infusé dans le mouvement au travers notamment des Assemblées des Assemblées. Le groupe se divise bientôt entre des « évangélistes de la procédure²²⁵ » souvent militant-es et des Gilets jaunes dépourvus de parcours militant, qui refusent ce formalisme. Ces derniers peuvent connaître un sentiment de découragement lié à leur impression d'être illégitimes qui, associé « au coût matériel et temporel de l'engagement » et à la répression, explique les trajectoires de désengagement²²⁶. Au final, ceux et celles qui restent passent par une « socialisation secondaire » qui leur permet de maîtriser les codes de

222. Devaux (J.-B.) *et al.*, « La banlieue jaune... », art. cit.

223. Bonin (L.), Liochon (P.), « La fin des cabanes... », art. cit.

224. Ravelli (Q.) *et al.*, « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points », *Mouvements*, 101 (1), 2020.

225. Bonin (L.), Liochon (P.), « La fin des cabanes... », art. cit.

226. *Ibid.*

l'AG²²⁷, d'acquérir un vocabulaire et une manière de s'exprimer conformes aux attentes de la situation. Ne restent alors que ceux et celles « qui disposent de suffisamment de temps disponible, ou qui sont retenus par l'importance des réseaux de sociabilité dans lesquels ils sont inscrits ».

Ces dernières observations sont corroborées par celles du Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes²²⁸ qui relate de façon concomitante le retrait graduel des primo-engagé·es et l'arrivée progressive de personnes dotées d'une expérience militante préalable. Il est pourtant important de noter le possible biais de constats peut-être circonscrit à leur contexte de production, à savoir les villes grandes et moyennes. C'est l'hypothèse de Raphaël Challier²²⁹ : les mobilisations rurales tendraient à la prolétarianisation alors que les mobilisations plus urbaines tendraient à la recomposition autour de militant·es expérimentées appartenant aux couches moyennes. Le cas d'étude d'A. Rubert illustre néanmoins dans le long terme, dans un pôle urbain en milieu rural, un contrepoint à cette tendance. Ce collectif de Gilets jaunes normands, malgré la persistance d'un petit noyau plus précaire, se (re)compose de plus en plus autour d'individus des petites classes moyennes socialisées antérieurement à l'engagement de gauche, mais désenchantés, qui trouvent dans ce mouvement l'occasion de réactiver leurs dispositions politiques et, donc, de se remobiliser²³⁰.

Conclusion

Ce passage en revue des thématiques abordées par les recherches sur les Gilets jaunes ouvre une réflexion sur le rapport des sciences sociales aux mouvements sociaux « en train de se faire ». Leur rôle dans la construction sociale de la réalité, d'autant plus lorsqu'elles sont sollicitées intensément pour produire des interprétations à chaud, implique pour elles un dilemme. D'un côté, elles aspirent à produire des interprétations étayées empiriquement, qui dépendent du temps long nécessaire à la conduite de tout travail de recherche²³¹. De l'autre, elles ont le besoin d'intervenir dans le temps court du débat public pour ne pas en laisser la conduite à des opinions chargées de prénotions et de biais.

227. Il faut noter que le rôle des assemblées générales ne suggère pas le passage au niveau de l'organisation délibérative après une "désorganisation" préalable. Les gilets jaunes ont très tôt délibéré à travers des réunions, discussions informelles ou assemblées ponctuelles (Boncompagni (S.), « Mise en perspective des articles du dossier : cinq pistes de réflexion », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020, p. 4 et Ravelli (Q.), « Un chaos organisé... », art. cit., p. 17.).

228. Collectif d'enquête sur les gilets jaunes (coll.), « Enquêter *in situ* par questionnaire... », art. cit., p. 885-886.

229. Bendali (Z.), Challier (R.), Della Sudda (M.), Fillieule (O.), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s)... », art. cit., p. 156.

230. Rubert (A.), « Retrouver sa propre radicalité... », art. cit.

231. Jatteau (A.), « Les Gilets jaunes et les sciences sociales », art. cit.

Malgré le risque d'une « ventriloquie sociale²³² », lorsque la recherche a trop vite essayé d'imposer ses problématiques aux Gilets jaunes, cette collaboration distanciée et interdisciplinaire a permis d'aborder des dimensions essentielles de la contestation. En s'intéressant à la question de l'(auto)mobilité, les géographes ont montré les logiques complexes de la territorialisation du mouvement, loin du topos d'une révolte de la « France périphérique » contre les centres. Les historien-nes ont apporté des éléments de contextualisation en comparant le mouvement avec des révoltes passées pour mieux replacer l'extraordinaire dans l'ordinaire. Les politistes se sont penché-es sur le débat inédit qu'ouvre cette contestation à propos des répertoires d'action collective, du maintien de l'ordre et de la légitimité du système représentatif. Enfin les sociologues, notamment du politique, se sont attelé-es à la lourde tâche de proposer une sociographie de la participation au mouvement et de montrer la pluralité des rapports populaires au politique ou à l'État, tout en traçant une esquisse des effets socialisateurs de l'engagement.

Avec cette mise en dialogue, nous avons proposé ici une première radiographie du mouvement, qui devra être affinée et poursuivie par les enquêtes de longue durée qui, à n'en pas douter, réévalueront ces hypothèses en apportant leur lot de nouveaux résultats.

Bibliographie

ABÈLÈS (M.), *Carnets d'un anthropologue. De Mai 68 aux Gilets jaunes*, Paris, Odile Jacob, 2020.

ALEXANDRE (C.) *et al.*, « Qui sont vraiment les "gilets jaunes" ? Les résultats d'une étude sociologique », *Le Monde*, 26 janvier 2019. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/26/qui-sont-vraiment-les-gilets-jaunes-les-resultats-d-une-etude-sociologique_5414831_3232.html.

AMOSSÉ (T.), PENISSAT (E.), « Giletsjaunes : des automobilistes aux travailleurs subalternes », *Libération*, 6 décembre 2018. En ligne : https://www.liberation.fr/debats/2018/12/06/gilets-jaunes-des-automobilistes-aux-travailleurs-subalternes_1696394/.

BACQUÉ (M.-H.), dir., « Quand les quartiers populaires investissent le mouvement des Gilets jaunes : table ronde avec des militants de Pantin », *Mouvements*, 100 (4), 2019.

BANTIGNY (L.), HAYAT (S.), « Les Gilets jaunes, une histoire de classe ? » (propos recueillis par Gaudillière, J.-P.), *Mouvements*, 100 (4), 2019.

BEDOCK (C.), SCHNATTERER (T.), BONIN (L.), LIOCHON (P.), « Au-delà de la démocratie représentative : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », communication au 15^e congrès de l'AFSP, Bordeaux, 2-4 juillet 2019. En ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02295549/document>.

232. Fillieule (O.), Hayat (S.), Monchatre (S.), « Trois regards sur le mouvement... », art. cit.

BENDALI (Z.), CHALLIER (R.), DELLA SUDDA (M.), FILLIEULE (O.), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, 128 (4), 2019.

BERNARD DE RAYMOND (A.), BORDIEC (S.), « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques*, 14 octobre 2019. En ligne : <https://metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html>.

BERNARD DE RAYMOND (A.), BORDIEC (S.), « La forme politique des ronds-points », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020. En ligne : <https://revues.mshparis-nord.fr/chcp/index.php?id=228>.

BIHR (A.), « Les “gilets jaunes” : ce n'est qu'un début... », *À l'encontre*, 25 janvier 2019. En ligne : <http://alencontre.org/europe/france/france-les-gilets-jaunes-ce-nest-quun-debut.html>.

BLAVIER (P.), « Que nous apprennent les sciences sociales sur les Gilets jaunes, et ceux-ci sur la société française ? Une entrée par les enjeux socio-économiques », *Revue française de socio-économie*, 24 (1), 2020.

BONCOMPAGNI (S.), « Mise en perspective des articles du dossier : cinq pistes de réflexion », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020. En ligne : <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=264>.

BONIN (L.), « “Qu'il fasse son plan Macron, nous on fait la révolution”. Gilets jaunes, handicap et invalidité », *Lundimatin*, 18 février 2020. En ligne : <https://lundi.am/Qu-il-fasse-son-plan-Macron-nous-on-fait-la-revolution>.

BONIN (L.), « Fonder et conserver l'ordre. Récits de quelques comparutions immédiates de Gilets jaunes », *Lundimatin*, 21 septembre 2020. En ligne : <https://lundi.am/Fonder-et-conserver-l-ordre>.

BONIN (L.), LIOCHON (P.), « Gilets jaunes : des fractions de classe particulièrement mobilisées, comment l'expliquer ? », *Lundimatin*, 23 septembre 2019. En ligne : <https://lundi.am/Gilets-Jaunes-Des-fractions-de-classes-particulierement-mobilisees-comment-l>.

BONIN (L.), LIOCHON (P.), « La fin des cabanes. Ethnographie de l'espace militant des ronds-points de Camon », *Contretemps*, 2 juin 2020. En ligne : <https://www.contretemps.eu/fin-des-cabanes-gilets-jaunes/>.

BOUFFARTIGUE (P.), « Invisibilisation/visibilisation des mondes du travail populaires : que devient la classe comme analyseur ? », communication au 8^e congrès de l'AFS, Aix-en-Provence, 27-30 août 2019. En ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02277027/document>.

BOURMEAU (S.), dir., *Gilets jaunes. Hypothèses sur un mouvement*, AOC, Cahier #1, Paris, La Découverte, 2019.

BOYER (P.) *et al.*, « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes », *Revue économique*, 71(1), 2020.

BUTON (F.), JOUHANNEAU (C.), REUNGOAT (E.), « Becoming yellow vests: the politicization of ordinary citizens (France 2018-20) », communication au 116^e congrès de l'APSA (en ligne), 10-13 septembre 2020. En ligne : <https://preprints.apsanet.org/engage/apsa/article-details/5fafcd7cad40b800113d6d20>.

CASSELY (J.-L.), FOURQUET (J.), « Génération cariste : comment la crise des “gilets jaunes” a révélé le destin des classes populaires », *Fondation Jean Jaurès*, 25 février 2019. En ligne : <https://jean-jaures.org/nos-productions/generation-cariste-comment-la-crise-des-gilets-jaunes-a-revele-le-destin-des-classes>.

CHALLIER (R.), « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La vie des idées*, 19 février 2019. En ligne : <https://laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points.html>.

CHALLIER (R.), « Manifestations clairsemées et ronds-points délaissés, les “gilets jaunes” s’estompent », *La Croix*, 29 mai 2019. En ligne : <https://www.la-croix.com/France/Manifestations-clairsemees-ronds-points-delaisses-gilets-jaunes-estompent-2019-05-29-1301025450>.

CHEVRIER (V.), « Des “cortèges de tête” aux gilets jaunes, transformation des pratiques et des usages de la violence dans les manifestations marseillaises », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020. En ligne : <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=249>.

CHEVRIER, (V.), « Occuper et marquer l’espace: Des “cortèges de tête” aux Gilets jaunes à Marseille », *Techniques & Culture*, 2 (2), 2020.

CIZEAU (T.), LE GALL (B.), TRAVERSE (L.), *Justice et respect. Le soulèvement des Gilets jaunes*, Paris, Syllepse, 2020.

CLÉMENT (K.), « Le rond-point de Saint-Avoid : “Tu viens comme t’es” », *Monde commun*, 4 (1), 2020.

CLÉMENT (K.), « “On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !” : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020. En ligne : <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=115>.

COLLECTIF D’ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES, « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 69 (5), 2019.

COLLECTIF, *#Gilets jaunes : la politique au rond-point*, Ermont, Deux Plumes, 2019.

COLLECTIF, *Gilets jaunes : jacquerie ou révolution*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2019.

COMBY (J.-B.), « Et si les gilets jaunes étaient des écologistes qui s’ignorent ? », *L’Obs*, 16 novembre 2018. En ligne : <https://www.nouvelobs.com/societe/20181116.OBS5549/et-si-les-gilets-jaunes-etaient-des-ecologistes-qui-s-ignorent.html>.

CONFREYREUX (J.), dir., *Le fond de l’air est jaune : comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 2019.

COQUARD (B.), « Qui sont et que veulent les “gilets jaunes” ? Entretien avec Benoît Coquard » (propos recueillis par Palheta, U.), *Contretemps*, 23 novembre 2018. En ligne : <https://www.contretemps.eu/sociologie-gilets-jaunes/>.

COQUARD (B.), *Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte, 2019.

DARRAS, (É.), « Du rassemblement de tuning au rond-point des Gilets jaunes : politisations pratiques dans le monde de l'art automobile populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 235, 2020.

DAGNAUD (M.), « Femme seule avec enfants, héroïne (éphémère) des ronds-points », *Le Débat*, 204 (2), 2019.

DELLA SUDDA (M.), « Quand l'État se retire, les mères sont aux premières loges » (propos recueillis par Mormin-Chauvac, L.), *Libération*, 12 novembre 2019. En ligne : https://www.liberation.fr/france/2019/11/12/quand-l-etat-se-retire-les-meres-sont-aux-premieres-loges_1762991/.

DEVAUX (J.-B.) *et al.*, « La banlieue jaune. Enquête sur les recompositions d'un mouvement », *La vie des idées*, 30 avril 2019. En ligne : <https://lavedesidees.fr/La-banlieue-jaune.html>.

DORMAGEN (J.-Y.), Pion (G.), « Le mouvement des "gilets jaunes" n'est pas un rassemblement aux revendications hétéroclites », *Le Monde*, 27 décembre 2018. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/27/le-mouvement-des-gilets-jaunes-n-est-pas-un-rassemblement-aux-revendications-heteroclitites_5402547_3232.html.

DORMAGEN (J.-Y.), Pion (G.), « "Gilets jaunes", combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, 803 (2), 2021.

DUVOUX (N.), PAPUCHON (A.), « How to measure subjective poverty in France – and what this tells us about the anger of the Yellow Vests », *LSE – Blogs*, January 8th, 2019. En ligne : <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2019/01/08/how-to-measure-subjective-poverty-in-france-and-what-this-tells-us-about-the-anger-of-the-yellow-vests/>.

ELABE (coll.), « Les "gilets jaunes" : la partie émergée de la crise sociale française ? », *Elabe – Analyses*, 21 mars 2019. En ligne : <https://elabe.fr/les-gilets-jaunes-la-partie-emergee-de-la-crise-sociale-francaise/>.

FILLIEULE (O.), « Femmes "gilets jaunes" en première ligne », *Manière de voir*, 168 (12), décembre 2019-janvier 2020.

FILLIEULE (O.), JOBARD (F.), *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, Seuil, 2020.

FILLIEULE (O.), HAYAT (S.), MONCHATRE (S.), « Trois regards sur le mouvement des "Gilets jaunes" », *Nouvelle Revue du Travail*, 17, 2020.

FLORIS (B.), GWIAZDZINSKI (L.), *Sur la vague jaune, l'utopie d'un rond-point*, Seyssinet-Pariset, Elya, 2019.

FOTTORINO (E.), dir., *Les Gilets jaunes, et après ?* Paris, Philippe Rey, 2019.

GABORIT (M.), GRÉMION (T.), « Jaunes et verts. Vers un écologisme populaire ? », *La vie des idées*, 20 décembre 2019. En ligne : <https://lavedesidees.fr/Jaunes-et-verts.html>.

GALLOT (F.), « Les femmes Gilets jaunes : révolte de classe, transgression de genre, histoire longue », in Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*, Paris, La Découverte, 2019.

GAXIE (D.), « Malaise dans la représentation », *AOC*, 16 avril 2019. En ligne : <https://aoc.media/analyse/2019/04/16/malaise-dans-la-representation/>.

GEISSER (V.), « Les gilets jaunes et le triptyque “islam, banlieues, immigration” : une machine à produire des fantômes identitaires », *Migrations Société*, 175 (1), 2019.

GENESTIER (P.), « Les “gilets jaunes” : une question d’autonomie autant que d’automobile », *Le Débat*, 2019 (2).

GOURGUES (G.), QUIJOUX (M.), « Syndicalisme et gilets jaunes », *La vie des idées*, 19 décembre 2018. En ligne : <https://laviedesidees.fr/Syndicalisme-et-gilets-jaunes.html>.

GUÉNOT (M.), « Quand les hommes en bleu débattent des “gilets jaunes” », *The Conversation*, 30 octobre 2019. En ligne : <https://theconversation.com/quand-les-hommes-en-bleu-debattent-des-gilets-jaunes-125640>.

HAZARD, (B.), « Lorsque les “sans-parts” se rallient au “pouvoir vivre”. Ethnographie des associations des gilets jaunes sur les ronds-points de l’Oise », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020. En ligne : <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=237>.

JATTEAU (A.), « Les Gilets jaunes et les sciences sociales », *Lectures*, 2019. En ligne : <https://journals.openedition.org/lectures/33053>.

JEANPIERRE (L.), *In girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, 2019.

JEANPIERRE (L.), « Gilets jaunes et relocalisations de la politique », *Mouvements*, 20 février 2020. En ligne : <https://mouvements.info/relocalisation-politique-protestataire/>.

JOBARD (F.), « Face aux “gilets jaunes”, l’action répressive est d’une ampleur considérable » (propos recueillis par Bherer, M.-O.), *Le Monde*, 20 décembre 2018. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/20/face-aux-gilets-jaunes-l-action-repressive-est-d-une-ampleur-considerable_5400077_3232.html.

KOKOREFF (M.), « “Sous les pavés, la rage” : regards ethnographiques sur la séquence contestataire de 2016 à 2020 », *Sociologie*, 11 (3), 2020.

KOUVELAKIS (S.), « The French Insurgency, Political Economy of the *Gilets jaunes* », *New Left Review*, 116-117 (1), 2019.

LAFERTÉ (G.), PAUGAM (S.), « Après les gilets jaunes, repenser les classes sociales », *Libération*, 20 décembre 2018. En ligne : https://www.liberation.fr/debats/2018/12/20/apres-les-gilets-jaunes-repenser-les-classes-sociales_1699016/.

LE BART (C.), *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020.

LEFEBVRE (R.), « Les Gilets jaunes et les exigences de la représentation politique », *La vie des idées*, 10 septembre 2019. En ligne : <https://laviedesidees.fr/Les-Gilets-jaunes-et-les-exigences-de-la-representation-politique.html>.

LE LANN (Y.), « Le mouvement des “gilets jaunes” est avant tout une demande de revalorisation du travail » (propos recueillis par Zappi, S.), *Le Monde*, 24 décembre 2018. En

ligne : https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/24/le-mouvement-des-gilets-jaunes-est-avant-tout-une-demande-de-revalorisation-du-travail_5401713_3224.html.

LIANOS (M.), « 19 décembre 2018-19 février 2019. Une politique expérientielle. Entretien avec le sociologue Michalis Lianos », in (Coll.), *Lundimatinpapier #4. Gilets jaunes : un assaut contre la société*, Paris, La Découverte, 2019.

MARLIÈRE (É.), « “Ça fait quarante ans qu’on est des ‘gilets jaunes’, nous !” : Le mouvement des “gilets jaunes” vu par les habitants des quartiers populaires », *Migrations Société*, 181 (3), 2020.

MARTINACHE (I.), « L’impouvoir d’achat. Quand les dépenses sont contraintes », *La vie des idées*, 7 mai 2019. En ligne : <https://laviedesidees.fr/L-impouvoir-d-achat.html>.

MAUGER (G.), « Gilets jaunes : compte rendu de Patrick Farbiaz, *Les Gilets jaunes. Documents et textes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2019 ; Joseph Confavreux (dir.), *Le fond de l’air est jaune. Comprendre une révolte*, Paris, Seuil, 2019 ; Sylvain Bourmeau (dir.), *Gilets jaunes : hypothèses sur un mouvement*, Paris, La Découverte, 2019 », *Savoir/Agir*, 47 (1), 2019.

MAUGER (G.), « Des Gilets jaunes aux syndicalistes en grève : la question de la représentation », *Savoir/Agir*, 51 (1), 2020.

NOIRIEL (G.), *Les Gilets jaunes à la lumière de l’histoire. Dialogue avec Nicolas Truong*, Paris, Éditions de l’Aube, 2019.

OFFERLÉ (M.), « Dans la crise des “gilets jaunes”, il n’y a que rarement de stigmatisation spécifique du riche en patron », *Le Monde*, 2 janvier 2019. En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/02/dans-la-crise-des-gilets-jaunes-il-n-y-a-que-rarement-de-stigmatisation-specifique-du-riche-en-patron_5404322_3232.html.

PALOMBARINI (S.), « Les gilets jaunes, le néolibéralisme et la gauche », *Les Blogs – Mediapart*, 21 décembre 2018. En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/stefano-palobarini/blog/211218/les-gilets-jaunes-le-neoliberalisme-et-la-gauche>.

PELLETIER (W.), « Ronds-points “gilets jaunes” et “estimes de soi” en milieux populaires », in Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*. Paris, La Découverte, 2019.

PORCHER (S.), « Qui sont les Gilets jaunes ? Une étude sur les dix plus grandes villes françaises », *Les Policy Papers de la Chaire EPPP*, 3 (1), 2019. En ligne : https://www.chaire-eppp.org/wp-content/uploads/2019/11/Policy-Papers-3-Gilets-Jaunes_pages-VF.pdf.

PUDAL (B.), « Une philosophie du mépris », in Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*. Paris : La Découverte, 2019.

QUANTITÉ CRITIQUE (coll.), « Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », *L’Humanité*, 19 décembre 2018. En ligne : <https://www.humanite.fr/enquete-les-gilets-jaunes-ont-ils-une-couleur-politique-665360>.

QUANTITÉ CRITIQUE (coll.), « Gilets jaunes : à qui va profiter le mouvement ? », *Mediapart*, 19 avril 2019. En ligne : www.mediapart.fr/journal/france/190419/gilets-jaunes-qui-va-profiger-le-mouvement.

QUANTITÉ CRITIQUE (coll.), « Salaires : comment les gilets jaunes ont court-circuité les négociations collectives », *Mediapart*, 22 mai 2019. En ligne : www.mediapart.fr/journal/france/220519/salaires-comment-les-gilets-jaunes-ont-court-circuite-les-negociations-collectives.

RAVELLI (Q.) *et al.*, « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points », *Mouvements*, 101 (1), 2020.

RAVELLI (Q.), « Les huit fonctions du rond-point », *AOC*, 3 février 2020. En ligne : <https://www.aoc.media/analyse/2020/02/02/les-huit-fonctions-du-rond-point/>.

RAVELLI (Q.), « La ruée vers l'or jaune : difficultés de l'engagement scientifique dans un mouvement social », *Sociologie*, 11 (3), 2020.

RAVELLI (Q.), « Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple », *Condition humaine / Conditions politiques*, 1, 2020. En ligne : <http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=141>.

ROUBAN (L.), « Les “gilets jaunes”, une transition populiste de droite », *SciencesPo – Actualités*, 29 janvier 2019. En ligne : <https://www.sciencespo.fr/actualites/actualites/les-«-gilets-jaunes-»-une-transition-populiste-de-droite/3939>.

ROUBAN (L.), *La matière noire de la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

RUBERT (A.), « Retrouver sa propre radicalité : démobilisation, remobilisation et cohabitation jaune », *Condition humaine / Conditions politiques*, 2, 2021 (à paraître).

SAINSAULIEU (I.), « Les Gilets jaunes, un peuple sans classes ? Lecture critique – Chronique bibliographique », *Revue française de science politique*, 70 (2), 2020.

SEBBAH (B.) *et al.*, « Les gilets jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes. Rapport de recherche préliminaire », *Lerass – Université de Toulouse 2*, 26 novembre 2018. En ligne : <https://www.lerass.com/wp-content/uploads/2018/01/Rapport-Gilets-Jaunes-1.pdf>.

SHULTZINER (D.), SHOLOMON-KORNBLIT (I.), « French Yellow Vests (Gilets jaunes): Similarities and Differences With Occupy Movements », *Sociological Forum*, 35 (2), 2020.

SOMMIER (I.), « Gilets jaunes : “L'idée que seule la violence paye est très présente” » (propos recueillis par Mormin-Chauvac, L.), *Libération*, 11 janvier 2019. En ligne : https://www.liberation.fr/debats/2019/01/11/gilets-jaunes-l-idee-que-seule-la-violence-paye-est-tres-presente_1702470/.

SPIRE (A.), « Aux sources de la colère contre l'impôt », *Le Monde diplomatique*, 777 (12), 2018.

TARRAGONI (F.), « Chercher une définition sociologique de l'élite et du peuple dans les nouveaux mouvements sociaux revient à trahir le populisme qui leur est commun » (propos recueillis par Gaudillière, J.-P.), *Mouvements*, 100 (4), 2019.

Zakaria BENDALI est doctorant en sociologie politique à l'Institut d'Études Politiques de l'Université de Lausanne, membre du CRAPUL. Il prépare sous la direction d'Olivier Fillieule (Unil/CRAPUL) et de Dominique Cardon (Sciences Po/Medialab) une thèse portant sur les conséquences biographiques de l'engagement dans le mouvement des gilets jaunes, avec une attention particulière aux trajectoires de primo-militants et aux usages des réseaux sociaux numériques par les mobilisations collectives. Il participe également au collectif Quantité Critique coordonné par Yann Le Lann (CeRIES), qui a publié plusieurs enquêtes sur les gilets jaunes.

zakaria.bendali@unil.ch

Aldo RUBERT est doctorant en sociologie politique au CRAPUL (IEP Université de Lausanne) et au CESAER (INRAE Université de Bourgogne). Il s'intéresse d'abord aux gilets jaunes à partir d'une recherche de master sur le rapport au politique des livreurs à vélo, dont une partie des enquêtés s'engagent dans le mouvement. Il réalise actuellement une thèse sur les gilets jaunes et les incidences biographiques dirigée par Olivier Fillieule (UNIL/CRAPUL) et Julian Mischi (INRA/CESAER). À partir d'une ethnographie de longue durée dans des collectifs militants (en Normandie et en Bourgogne) et des entretiens biographiques, l'enquête analyse processuellement les effets de l'engagement et du désengagement, en portant particulièrement attention à l'actualisation des dispositions dans l'espace militant et, à l'inverse, à la politisation de l'intime à partir de l'activisme.

aldo.rubertechevarria@unil.ch

*Social sciences and the gilets jaunes:
Two years of studies on an unprecedented movement*

This article aims to provide a thematic review of academic works on the *gilets jaunes* movement since its inception in November 2018. Its purpose is to synthesize the main results emerging from the authors' reading of the various studies published in the past two years, mainly in sociology and political science, with some forays into history, geography, anthropology, and political theory. In doing so, it outlines the most salient characteristics of the movement as described by the social sciences, as well as the main lines of inquiry and debates the *gilets jaunes* have sparked.

Keywords – *gilets jaunes*; social movements; politicization; literature review